

26 AKTUELLES AUS DEN INSTITUTIONEN

8. Jahrgang
26. Juni 2024

Inhaltsverzeichnis

NEUES AUS DEN PARLAMENTEN	3
PARLAMENT DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT	3
ABGEORDNETENKAMMER.....	3
PARLEMENT FRANCOPHONE BRUXELLOIS	3
RAAD VAN DE VLAAMSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE	3
NEUES AUS DEN REGIERUNGEN	4
FÖDERALREGIERUNG	4
BELGISCHE NATIONALBANK	6
VLAAMSE REGERING	6
EUROPA UND REGIONALE ZUSAMMENARBEIT.....	9
EUROPÄISCHE KOMMISSION	9
BELGISCHES STAATSBLATT.....	10
QUELLENVERZEICHNIS	30

Neues aus den Parlamenten



Parlament der Deutschsprachigen Gemeinschaft

AKTUELLE TERMINE

Konstituierende Sitzung

Montag, 01.07.2024

[Tagesordnung](#)



**DE KAMER BE
LA CHAMBRE BE**

Abgeordneten-kammer

ORDRE DU JOUR DES SÉANCES PLÉNIÈRES

Semaine du 1 au 5 juillet 2024

Jeudi, 04/07/2024

Session extraordinaire 2024

Vérification des pouvoirs.



**Parlement francophone
bruxellois**

27 juin 2024 : séance d'installation des nouveaux élus

Suite aux élections, le Parlement se réunira en séance plénière le 27 juin prochain pour l'installation des nouveaux élus.



**Raad van de Vlaamse
Gemeenschapscommissie**

Nieuwe zetelverdeling

in Nieuws, Parlementaire werkzaamheden

De kiezer heeft beslist en de stemmen zijn geteld.

Ben je benieuwd naar de nieuwe zetelverdeling van de Raad van de Vlaamse Gemeenschapscommissie? Klik dan door naar onze website!

De installatievergadering van de nieuwe Raad vindt plaats op donderdag 27 juni 2024. ... [verder lezen](#)

Neues aus den Regierungen



Mitteilung vom 25.06.2024

Concert à Bozar en prélude à la Fête nationale : 20 juillet 2024

Le samedi 20 juillet à 20h, un concert gratuit donne le coup d'envoi des festivités de la Fête nationale. Ce concert de musique classique est organisé par le Concours Reine Elisabeth en collaboration avec le Belgian National Orchestra et Bozar, grâce au soutien du SPF Chancellerie du Premier Ministre et de la Loterie Nationale.

Mitteilung vom 24.06.2024

Die FAAG veröffentlicht ihren Jahresbericht 2023: alle Zahlen, Ergebnisse und wichtigsten Projekte

Obwohl im Jahr 2023 ein Anstieg der Meldungen über vorübergehende Nichtverfügbarkeit zu verzeichnen ist, hat die Agentur erneut ihre Effektivität unter Beweis gestellt, indem sie für eine möglichst effiziente Verwaltung der Arzneimittelbestände gesorgt hat, wie im Fall der Thrombolytika. Die FAAG erfüllte auch ihre Aufgabe beim Schutz der öffentlichen Gesundheit, indem sie die Zahl der Untersuchungen illegaler Arzneimittel und Hilfsmittel um 30 % und die Zahl der Inspektionen in öffentlich zugänglichen Apotheken um mehr als 40% erhöhte.

Secteur des soins de santé en crise : 1 membre du personnel soignant sur 4 envisage de quitter la profession

L'Institut pour l'égalité des femmes et des hommes et la Mutualité Chrétienne présentent les résultats de leur étude consacrée aux causes et aux enjeux de la pénurie de personnel dans le secteur des soins de santé. Elle met en lumière les conditions de travail et les difficultés d'un secteur fortement féminisé et explore les répercussions de cette situation sur les femmes dans l'ensemble de la société. L'enquête, menée auprès de 1200 infirmier·ère·s et aides-soignant·e·s, pointe les raisons qui poussent les travailleur·euse·s à quitter le secteur. La perte de sens, les violences au travail et la difficulté de concilier vie privée et professionnelle sont les plus souvent évoquées. Cette pénurie a d'ores et déjà des conséquences directes : on estime entre 2000 et 3000 lits fermés sur l'ensemble des hôpitaux du pays faute de personnel infirmier.

Rachat OLO 74

Dans le cadre du programme de rachat prévu dans le plan de financement 2024, l'Agence fédérale de la Dette commence à coter, à partir de ce lundi 24 juin, des prix d'achat sur le segment Treasury (TRS) de MTS Belgium afin de racheter l'OLO 74 (ISIN BE0000334434).

Cet emprunt, dont 22,59 milliards d'euros sont actuellement en circulation, arrivera à échéance le 22 juin 2025.

L'Agence détient actuellement un total de 509,00 millions d'euros de cet emprunt dans son portefeuille, acquis auprès des institutions publiques.

Mitteilung vom 22.06.2024

La reprise économique réduit l'écart salarial

L'Institut pour l'égalité des femmes et des hommes publie ses chiffres annuels sur l'écart salarial. La relance de l'économie après la crise du covid-19 profite à l'égalité de genre. Corrigé pour la durée de travail, l'écart salarial s'élève désormais à 7,0% (contre 8,0% l'an dernier). Cette année, l'Institut a choisi de mettre le focus sur les inégalités salariales dans le sport. Les résultats sont interpellants. L'écart salarial y grimpe à 81%.

Mitteilung vom 21.06.2024

Conseil des ministres du 21 juin 2024

Le Conseil des ministres a eu lieu selon la procédure électronique le vendredi 21 juin 2024 sous la présidence du Premier ministre Alexander De Croo.

Le Conseil des ministres a pris les décisions suivantes :

Marché public pour des services ICT spécialisés

Sur proposition du Premier ministre Alexander De Croo, le Conseil des ministres a marqué son accord sur la passation d'un marché public pour la fourniture de services ICT spécialisés.

Marchés publics pour la Défense

Sur proposition de la ministre de la Défense Ludivine Dedonder, le Conseil des ministres a marqué son accord sur la passation de trois marchés publics.

Prolongation de contrats de bail pour la Régie des bâtiments

Sur proposition du secrétaire d'État chargé de la Régie des bâtiments Mathieu Michel, le Conseil des ministres a marqué son accord sur la prolongation de deux contrats de bail et de quatre nouveaux en faveur des justices de paix.

Taxes compensatoires pour certaines obligations nucléaires

Sur proposition du ministre des Finances Vincent Van Peteghem, le Conseil des ministres a approuvé un projet d'arrêté royal portant exécution de l'article 64 de la loi portant création, organisation et fonctionnement d'un organisme de droit public ayant pour objet d'assumer la responsabilité financière de certaines obligations nucléaires.

Dispositions relatives à l'intervention dans le coût des spécialités pharmaceutiques

Sur proposition du ministre des Affaires sociales Frank Vandenbroucke, le Conseil des ministres a approuvé un projet d'arrêté royal relatif à l'intervention de l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités dans le coût des spécialités pharmaceutiques.

Fixation du financement des frais de fonctionnement pour le service de médiation pour l'énergie

Sur proposition de la ministre de l'Énergie Tinne Van der Straeten, le Conseil des ministres a approuvé un projet d'arrêté royal fixant le montant destiné au financement des frais de fonctionnement du service de médiation de l'énergie pour l'année 2025.

Prise en charge des coûts exceptionnels des inondations dans le Westhoek

Sur proposition de la ministre de l'Intérieur Annelies Verlinden, le Conseil des ministres a marqué son accord sur la libération de moyens pour couvrir les frais encourus par les services de secours et les organes de coordination concernés pendant les inondations du Westhoek en novembre 2023.

Transfert de membres du personnel de Fedasil au SPF Intérieur – Deuxième lecture

Sur proposition de la secrétaire d'État à l'Asile et la Migration Nicole de Moor, le Conseil des ministres a approuvé en deuxième lecture un projet d'arrêté royal relatif au transfert de membres du personnel en service auprès de Fedasil vers le SPF Intérieur.

Participation belge à l'EDIC « 1+Million Genomes » pour un Genomic Data Infrastructure

Sur proposition du ministre de la Santé publique Frank Vandenbroucke, le Conseil des ministres a marqué son accord sur la participation belge à l'European Digital Infrastructure Consortium (EDIC) pour un Genomic Data Infrastructure (GDI) entre autre pour « 1+ Million Genomes », afin de renforcer l'infrastructure numérique soutenant la Santé publique au sein de l'Union européenne.

Rénovation d'un site d'escalade et installation d'une nouvelle piste de cordes pour la Garde nationale béninoise

Sur proposition de la ministre de la Défense Ludivine Dedonder, le Conseil des ministres a marqué son accord sur la rénovation du site d'escalade et l'installation d'une nouvelle piste de corde pour la Garde nationale au Bénin.

Marché public pour le SPF Finances

Sur proposition du ministre des Finances Vincent Van Peteghem, le Conseil des ministres a marqué son accord sur la passation d'un marché public pour la Douane.

Marchés publics pour le SPF Justice

Sur proposition du ministre de la Justice Paul Van Tigchelt, le Conseil des ministres a marqué son accord sur la passation de neuf marchés publics pour le SPF Justice, afin d'assurer la continuité des services et en application de la circulaire du 29 avril 2024 relative à la prudence budgétaire.

Contributions aux organisations internationales en matière de sécurité nucléaire et de consolidation de la paix

Sur proposition de la ministre des Affaires étrangères Hadja Lahbib, le Conseil des ministres a marqué son accord sur huit contributions en matière de sécurité nucléaire, ainsi que sur un subside pour la consolidation de la paix.

Journée mondiale des lanceurs d'alerte : le Médiateur fédéral et l'Institut fédéral des droits humains informent les lanceurs d'alerte.

À l'occasion de la journée mondiale des lanceurs d'alerte, ce 23 juin 2024, le Médiateur fédéral et l'Institut fédéral des droits humains (IFDH) lancent une campagne d'information vers leurs partenaires du secteur public fédéral et du secteur privé sur leur rôle dans la protection et l'aide aux lanceurs d'alerte.

La Belgique interdit l'exportation de carburants toxiques

La Belgique a décidé d'interdire l'envoi de combustibles fossiles très polluants, les « dirty diesel », vers les pays en dehors de l'Union européenne (UE) ou de l'Espace économique européen (EEE). Essentiellement destinés au continent africain, ces produits contiennent des niveaux trop élevés en soufre, en manganèse et/ou en benzène, nocifs pour la santé et l'environnement. Un nouvel arrêté royal impose des règles strictes sur les quantités de ces composants dans l'essence et le diesel.

Mitteilung vom 20.06.2024

Programme Miriam 2023-2024 : retour sur une année d'accompagnement

20 juin 2024 – Le programme Miriam, développé par le SPP Intégration sociale, a célébré ce matin la fin de son édition 2023-2024 lors d'un événement organisé à Bruxelles. Cette édition prouve l'efficacité de ce programme qui soutient les mères célibataires en situation de précarité et les aide à devenir plus autonomes.

Un·e citoyen·ne peut désormais déléguer ses démarches fiscales courantes à un·e autre citoyen·ne

La/Le citoyen·ne qui effectue ses démarches fiscales courantes avec l'aide d'un proche peut désormais lui déléguer entièrement ces démarches.

Belgische Nationalbank

Konjunkturerhebung

Die Belgische Nationalbank veröffentlicht die neuesten Ergebnisse ihrer Konjunkturerhebung. Das Unternehmensvertrauen bleibt auf dem leicht verbesserten Niveau vom Mai.

...[weiter lesen](#) > [Infografik](#)

Das Verbrauchervertrauen verbesserte sich deutlich im Juni

Die Verbraucher sind optimistischer in Bezug auf ihre Erwartungen an die allgemeine Wirtschaftslage und weniger besorgt über die erwartete Entwicklung der Arbeitslosigkeit.

Darüber hinaus planen die Haushalte, mehr zu sparen, und gehen aus von einer Verbesserung ihrer finanziellen Situation.

...[weiter lesen](#) > [Infografik](#)

BNB lässt antizyklischen Kapitalpuffer unverändert

Der antizyklische Kapitalpuffer ist eine vorübergehende zusätzliche Kapitalreserve, die es den Banken ermöglichen soll, im Falle eines starken Anstiegs der Kreditausfälle etwaige Kreditverluste aufzufangen. ...[weiter lesen](#)



Vlaamse Regering

Ministerraad - Plan Vlaamse Veerkracht van 21 juni 2024

- Plan Vlaamse Veerkracht: wijziging subsidiebesluit uitrol e-inclusiebeleid lokale besturen en Vlaamse Gemeenschapscommissie
- Plan Vlaamse Veerkracht: wijziging looptijd investeringssubsidie vzw Moussem

Ministerraad via elektronische procedure van 21 juni 2024

- Herverdeling provisioneel krediet: Vlaanderen Radicaal Digitaal (VRD)
- Wijziging organisatiebesluiten Vlaamse administratie en kabinetten: actualisering inhoudelijke structurelementen
- Indienen beroep tot nietigverklaring bij Grondwettelijk Hof tegen Wet tot invoering van een Samenlevingsdienst
- Hervorming palliatieve zorg in Vlaanderen: actie- en transitieplan
- Palliatieve zorg: subsidie LEIF vzw voor coördinatie en professionalisering LEIFpunten periode juli 2024 - december 2025
- Wijziging procedurebesluit gezondheidsvoorzieningen: erkenning van bepaalde duur voor erkenningen waarvoor een activiteitsnorm geldt, en brandveiligheidsattest
- Vastleggen regels voor erkenning- en subsidiëring partnerorganisaties woonzorg
- Subsidiëring kinderbegeleiders gezinsopvang in een werknemersstatuut: wijzigingsbesluit
- Universiteit Gent: subsidie uitvoering deel 2 project Gerodent Plus
- Subsidie voor evaluatie en optimalisatie zorgpaden suicidaliteit binnen netwerken geestelijke gezondheid in Vlaanderen en Brussel
- Wijziging samenstelling erkenningscommissies paramedische beroepen e.a. en taakomschrijving Vlaamse Planningscommissie
- Centra voor herstellverblijf en centra voor kortverblijf type 3: wijzigingsbesluit betoelaging infrastructuurwerken door Vlaams Infrastructuurfonds voor Persoonsgebonden Aangelegenheden (VIPA)
- Indexatie dagprijzen bejaardenopvang: wijzigingsbesluit
- Uitvoering decreet Vlaamse sociale bescherming: inschrijving reiskosten revalidatiestrekkingen in het buitenland
- Subquota voor arts-specialisten en tandarts-specialisten voor het jaar 2027

- Gemeenteraadsverkiezingen 13 oktober 2024: akte van voordracht en akte van opvolging in kader van installatie en samenstelling lokale bestuursorganen
- Oordeel Vlaamse Regering over beroep tegen beslissing commissie hoger onderwijs over macrodoelmatigheid opleiding en aanvraag tot vrijstelling verplichte afbouw initiële opleiding UA, UGent, VUB
- Onderwijspersoneel: omstandigheidsverlof bij zwangerschapsverlies
- Programmaties oprichting nieuwe scholen type 5 in het buitengewoon secundair en basisonderwijs en bijbehorende vestigingsplaatsen schooljaar 2024-2025
- Samenstelling, vergoeding en werking commissie voor evaluatie werking pedagogische begeleidingsdiensten en permanente ondersteuningscellen
- Uitvoeringsbesluit decreet stimuleren veilig sportklimaat
- vzw Vlaamse Vereniging voor de Bevordering van het Welzijn van Landbouwhuisdieren: subsidie operationalisering centrale dierenwelzijnskeurmerk
- Wijziging vier besluiten sportsector
- Nieuwe opleidingen volwassenenonderwijs: wijziging regelgeving nuttige ervaring, concordantie en bekwaamheidsbewijzen en salarisschalen
- Hogeschool West-Vlaanderen (Howest): erkenning 'bachelor in de cybersecurity'
- Programmaties (niet-)duale structuuronderdelen in opleidingsvorm 4 van het buitengewoon secundair onderwijs: wijzigingsbesluit
- Acerta Consult BV: subsidie project Onderwijsbrug
- Wijziging diverse besluiten over structuur en organisatie leerplicht-, volwassenen-, deeltijds kunstonderwijs en hoger onderwijs
- Verlenging termijn definitieve vaststelling gewestelijk ruimtelijk uitvoeringsplan 'Forensisch Psychiatrisch Centrum voor langverblijf in Aalst'
- Wijziging besluiten rond waterregelgeving
- Ingedeelde inrichtingen en GPBV-installaties: wijziging (uitvoerings)besluit met algemene en sectorale bepalingen milieuhygiëne (VLAREM)
- Operationalisering Vlaamse Nutsregulator: wijziging diverse besluiten
- Delegeren planningsbevoegdheid en verlenen instemming met afwijking van voorschriften ikv gRUP 'Innovatieve Stadshaven' aan gemeente Antwerpen
- Projectsubsidies aankoop te bebossen gronden
- Inwerkingtreding bepalingen toezicht veiligheid van aardgasdistributie
- Erkenning Nationaal Park Vlaanderen 'Bosland'
- Exploitatie luchthaven Kortrijk-Wevelgem
- Subsidiëring erkende Nationale Parken Vlaanderen
- Universiteit Hasselt (UHasselt): impulsfinanciering versterking excellentieonderzoek
- Delegatie beslissingsbevoegdheid verkoop Research Park Zellik
- Intekenen op Europese oproep flankerende activiteiten bij het Europees aanwenden van pilootinfrastructuren voor micro-elektronica
- Herverdelingsbesluit wetenschapscommunicatiebeleid
- Katholieke Universiteit Leuven (KULeuven): subsidie uitbouw digitaalwetgevingonderzoekslabo voor de mechatronica 'Infinity' in Kortrijk
- Provincie West-Vlaanderen: subsidie EFRO-project 'Weerbare Westhoek in Werkelijkheid'
- Universiteit Antwerpen: subsidie project Challenge Agent Bank (Vaccinopolis)
- Vlaams Centrum voor Agro- en Visserijmarketing vzw: subsidie project 'Samen voor onze landbouwers: de lokale reflex stimuleren bij de Vlaming'
- EFRO Interreg 2021-2027: cofinancieringsvraag FIO (top-up) Interreg Vlaanderen-Nederland project ENERGLIK 'ENERgie-efficiënt, GLastuinbouw, Innovaties en Klimaatneutraal'
- Vlaams opleidingsverlof (VOV): verlenging gemeenschappelijk initiatiefrecht 2024-2025
- Toekennen subsidies aan onderwijsinstellingen die agromilieuklimaatmaatregelen en ecoregelingen toepassen en bevorderen

Mededelingen

- Audit Vlaanderen, het auditcomité van de Vlaamse administratie en het auditcomité van de lokale besturen: jaarverslag 2023
- Evaluatie archeologie werkjaar 2023
- Rapportering over de uitvoering van de beheersovereenkomst met de VRT over de activiteiten van het jaar 2023
- Grondwettelijk Hof: rolnummer 8066
- Overzicht van de ontwikkelingen op niveau van de Europese Unie (EU): mei 2024
- Commissie niet-dringend liggend ziekenvervoer: vervanging leden
- Grondwettelijk Hof: rolnummer 8215
- Deelname van Vlaams minister-president Jan Jambon aan het Feest van de Vlaamse Gemeenschap te Saint-Omer, Frankrijk (26 juni 2024): programma
- Deelname van Vlaams minister Hilde Crevits aan de 11 juli viering te Den Haag (3 juli 2024): programma

- Deelname van Vlaams minister Hilde Crevits aan de Raad van Europese Visserijministers te Luxemburg (24 juni 2024): programma
 - Werking Interbestuurlijk Overleg Zuid-West-Vlaanderen
 - Jaarrapport Vlaamse opleidingsincentives schooljaar 2022-2023
-

Europa und regionale Zusammenarbeit



Europäische Kommission

Die Kommission der EU hat ihr Frühjahrspaket 2024 des Europäischen Semesters vorgestellt. Dabei handelt es sich um die Leitlinien, die die Kommission den Mitgliedstaaten zu dessen Wirtschaftspolitik ausspricht.

Die EU möchte die strukturellen Herausforderungen angehen, die ihre Wettbewerbsfähigkeit beeinträchtigen, indem sie für ein höheres Produktivitätswachstum und stärkere Investitionen sorgt und dem hohen Fachkräftemangel entgegenwirkt.

Dies erfordert einen integrierten Ansatz in allen Politikbereichen: makroökonomische Stabilität, Förderung der ökologischen Nachhaltigkeit, Produktivität und Fairness.

Die EU-Mitgliedstaaten tragen dazu bei, dass die EU ihre Ziele erreicht.

Die Leitlinien, die Kommission im Rahmen des Frühjahrspaket 2024 an Belgien richtet, sind über den [Link](#) einsehbar.

Der Länderbericht für Belgien ist über den [Link](#) einsehbar).

Belgisches Staatsblatt



N. 132 vom 20. Juni 2024 (s. Anlage)

Ministerium der Deutschsprachigen Gemeinschaft
6. Mai 2024 - **Dekret zur Billigung des Zusammenarbeitsabkommens vom 19. April 2024 zwischen dem Föderalstaat und der Deutschsprachigen Gemeinschaft über den Opferbestand**, S. [76740](#).

Ministerium der Deutschsprachigen Gemeinschaft
UND Öffentlicher Dienst der Wallonie
6. Juni 2024 - **Ausführendes Zusammenarbeitsabkommen zwischen der Wallonischen Regierung und der Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft über die Durchführung der Lokalwahlen vom 13. Oktober 2024 auf dem deutschen Sprachgebiet**, S. [76829](#).

Ministerium der Deutschsprachigen Gemeinschaft
16. Mai 2024 - **Erlass der Regierung zur Abänderung des Erlasses der Regierung vom 6. Juli 2023 zur Bestellung der Mitglieder des Beirats für Gesundheit**, S. [76935](#).

Ministerium der Deutschsprachigen Gemeinschaft
6. Juni 2024 - **Erlass der Regierung zur Abänderung des Erlasses der Regierung vom 2. Juli 2020 zur Bestellung der Vertreter des Schulträgers des Gemeinschaftsunterrichtswesens im Verwaltungsrat der autonomen Hochschule und über den Vorschlag der Vertreter für die Bereiche Grundschule, Wirtschaft und Gesundheit**, S. [76936](#).

Ministerium der Deutschsprachigen Gemeinschaft
3. Juni 2024 - **Geschäftsordnung des Direktionsrates**, S. [76992](#).

N. 134 vom 21. Juni 2024 (s. Anlage)

Ministerium der Deutschsprachigen Gemeinschaft
22. April 2024 - **Dekret zur Einführung einer Förderung von kommunalen Bürgerbeteiligungshaushalten**, S. [77942](#).

Ministerium der Deutschsprachigen Gemeinschaft
23. Mai 2024 - **Erlass der Regierung zur Abänderung des Erlasses der Regierung vom 10. September 2020 zur Bestellung der Mitglieder des Beirats für Wohnungswesen und Energie**, S. [78060](#).

Ministerium der Deutschsprachigen Gemeinschaft
30. Mai 2024 - **Erlass der Regierung zur Abänderung des Erlasses der Regierung vom**

29. Oktober 2020 zur Bestellung der Mitglieder des Beirats des Zentrums für Förderpädagogik, S. [78060](#).

N. 135 vom 24. Juni 2024 (s. Anlage)

Ministerium der Deutschsprachigen Gemeinschaft
8. Mai 2024 - **Dekret zur Abänderung des dekretalen Teils des Gesetzbuches über die räumliche Entwicklung**, S. [78273](#).

Ministerium der Deutschsprachigen Gemeinschaft
UND Öffentlicher Dienst der Wallonie
30. Mai 2024 - **Ausführendes Zusammenarbeitsabkommen zwischen der Wallonischen Regierung und der Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft zur gemeinsamen Festlegung der Kriterien, denen Bäume, Sträucher oder Hecken entsprechen müssen, um als bemerkenswert bezeichnet zu werden**, S. [78309](#).

Deutsche Übersetzungen

N. 132 vom 20. Juni 2024

Föderaler Öffentlicher Dienst Inneres
14. März 2023 - **Gesetz zur Durchführung und Ergänzung der Verordnung (EU) 2020/1783 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 25. November 2020 über die Zusammenarbeit zwischen den Gerichten der Mitgliedstaaten auf dem Gebiet der Beweisaufnahme in Zivil- oder Handelssachen und der Verordnung (EU) 2020/1784 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 25. November 2020 über die Zustellung gerichtlicher und außergerichtlicher Schriftstücke in Zivil- oder Handelssachen in den Mitgliedstaaten** - Deutsche Übersetzung, S. [76226](#).

Föderaler Öffentlicher Dienst Inneres
12. April 1894 - **Wahlgesetzbuch** - Deutsche Übersetzung von Abänderungsbestimmungen, S. [76227](#).

Föderaler Öffentlicher Dienst Inneres
14. April 2024 - **Königlicher Erlass zur Abänderung des Königlichen Erlasses vom 5. Mai 2019 zur Festlegung des Musters der Wahlauforderungen für die Wahlen des Europäischen Parlaments, der Abgeordnetenkammer, des Wallonischen Parlaments, des Flämischen Parlaments, des Parlaments der Region Brüssel-Hauptstadt, der Brüsseler Mitglieder des Flämischen Parlaments und des Parlaments der Deutschsprachigen Gemeinschaft** - Deutsche Übersetzung, S. [76231](#).

Föderaler Öffentlicher Dienst Inneres
18. Mai 2024 - **Königlicher Erlass zur Einberufung der Wahlkollegien für die Wahl der Abgeordnetenkammer und zur Einberufung der**

neuen Kammern - Deutsche Übersetzung,
S. [76268](#).

Föderaler Öffentlicher Dienst Volksgesundheit, Sicherheit der Nahrungsmittelkette und Umwelt
9. Februar 2024 - **Königlicher Erlass zur Festlegung der Bedingungen für das Inverkehrbringen von Luftreinigungssystemen im Rahmen der Bekämpfung von Viren im Aerosol zu nichtmedizinischen Zwecken** - Deutsche Übersetzung, S. [76280](#).

N. 134 vom 21. Juni 2024

Föderaler Öffentlicher Dienst Volksgesundheit, Sicherheit der Nahrungsmittelkette und Umwelt
9. Dezember 2021 - **Königlicher Erlass zur Einrichtung eines Beratungsausschusses für Biozidprodukte und zur Abänderung des Königlichen Erlasses vom 4. April 2019 über die Bereitstellung auf dem Markt und die Verwendung von Biozidprodukten** - Deutsche Übersetzung, S. [77820](#).

N. 135 vom 24. Juni 2024

Föderaler Öffentlicher Dienst Wirtschaft, K.M.B., Mittelstand und Energie
3. Juni 2022 - **Königlicher Erlass zur Abänderung verschiedener Königlicher Erlasse über die Vermittlung in der Finanz- und Versicherungsbranche hinsichtlich ergänzender Schulungen** - Deutsche Übersetzung, S. [78267](#).

Fußnote

(1) Sitzungsperiode 2023-2024
Nummerierte Dokumente: 361 (2023-2024) Nr. 1 Dekretentwurf
361 (2023-2024) Nr. 2 Vom Plenum des Parlaments verabschiedeter Text
Ausführlicher Bericht: 6. Mai 2024 - Nr. 73 Diskussion und Abstimmung

MINISTERIUM DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT
UND ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2024/203193]

6. JUNI 2024 — Ausführendes Zusammenarbeitsabkommen zwischen der Wallonischen Regierung und der Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft über die Durchführung der Lokalwahlen vom 13. Oktober 2024 auf dem deutschen Sprachgebiet

Aufgrund der Verfassung, Artikel 39 und 139;

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, Artikel 6 § 1 VIII. Absatz 1 Nummer 4 und 92bis § 1, zuletzt abgeändert durch das Sondergesetz vom 30. Juli 2018;

Aufgrund des Gesetzes vom 31. Dezember 1983 über institutionelle Reformen für die Deutschsprachige Gemeinschaft, Artikel 55bis, eingefügt durch das Gesetz vom 5. Mai 1993 und abgeändert durch das Gesetz vom 6. Januar 2014;

Aufgrund des Dekrets des Parlaments der Wallonischen Region vom 27. Mai 2004 über die Ausübung gewisser Zuständigkeiten der Wallonischen Region im Bereich der untergeordneten Behörden durch die Deutschsprachige Gemeinschaft, Artikel 1 Absatz 1 Nummer 1/1, eingefügt durch das Dekret vom 28. April 2014;

Aufgrund des Dekrets des Parlaments der Deutschsprachigen Gemeinschaft vom 1. Juni 2004 über die Ausübung gewisser Zuständigkeiten der Wallonischen Region im Bereich der untergeordneten Behörden durch die Deutschsprachige Gemeinschaft, Artikel 1 Absatz 1 Nummer 1.1, eingefügt durch das Dekret vom 5. Mai 2014;

Aufgrund des Zusammenarbeitsabkommens vom 9. November 2023 zwischen der Wallonischen Region und der Deutschsprachigen Gemeinschaft über die Durchführung der Lokalwahlen vom 13. Oktober 2024 auf dem deutschen Sprachgebiet, Artikel 3, Artikel 10 § 2 Absätze 1 und 2, Artikel 12 § 1 und 2, Artikel 16 § 2 Absatz 2, Artikel 17 § 2 Absatz 2, Artikel 25 Absatz 1 Nummer 1 und Absatz 3, Artikel 27 § 1 Absatz 1 und § 2, Artikel 28 § 1 Absatz 2, Artikel 31 Absatz 2, Artikel 32 § 1 Absatz 3 und Artikel 45;

Die Wallonische Regierung in Person des Ministerpräsidenten und in Person des Ministers für lokale Behörden, und die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft in Person des Ministerpräsidenten, zuständig für die lokalen Behörden, vereinbaren Folgendes:

KAPITEL I — *Wahlverrichtungen*

Abschnitt 1 — Aufteilung der Wähler, Wahlaufforderung und Anweisungen

Artikel 1 - In Anwendung von Artikel 25 Absatz 1 Nummer 1 des Zusammenarbeitsabkommens vom 9. November 2023 zwischen der Wallonischen Region und der Deutschsprachigen Gemeinschaft über die Durchführung der Lokalwahlen vom 13. Oktober 2024 auf dem deutschen Sprachgebiet, hiernach "das Zusammenarbeitsabkommen" genannt, beträgt die Anzahl zur Wahl zugelassener Wähler 1.050 pro Wahlsektion, was fünf Wahlcomputern pro Wahlsektion und 210 Wählern entspricht.

Art. 2 - § 1 - Die Wahlaufforderungen, die die Gemeindekollegien den Wählern übermitteln, führen die in Artikel L4124-1 § 6 des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung, hiernach "der Kodex" genannt, genannten Angaben auf.

Die belgischen Wähler erhalten eine Wahlaufforderung in weißer Farbe. Die nicht-belgischen Wähler, die zur Stimmabgabe bei den Gemeinderatswahlen zugelassen werden, erhalten eine Wahlaufforderung in blauer Farbe.

§ 2 - Das Muster der Wahlaufforderung für die belgischen Wähler wird in Anhang 1 aufgeführt. Das Muster der Wahlaufforderung für die nicht-belgischen Wähler wird in Anhang 2 aufgeführt.

Art. 3 - Der Wortlaut der in Artikel L4142-37 § 2 des Kodex genannten Anweisungen für die Wähler wird im Anhang 3 aufgeführt.

Abschnitt 2 — Zusammensetzung der Wahlvorstände

Art. 4 - Die in Artikel L4125-5 § 7 Absatz 4 des Kodex genannte Tabelle der Zusammensetzung der Wahlvorstände wird gemäß dem in Anhang 4a aufgeführten Muster aufgestellt. Die Vorsitzenden der Gemeindevorstände und der Kantonsvorstände vervollständigen sie gemäß den in Artikel L4125-5 § 7 Absätze 1 bis 3 des Kodex festgelegten Modalitäten.

Die Vorsitzenden der Gemeindevorstände stellen ebenfalls eine Tabelle der Zusammensetzung der Wahlvorstände gemäß dem in Anhang 4b aufgeführten Muster auf, von der ein Auszug den Vorsitzenden der Wahlbürovorstände im Hinblick auf die Erstellung des Verzeichnisses der abwesenden Beisitzer gemäß Artikel L4143-28 § 1 Nummer 13 des Kodex übermittelt wird.

Abschnitt 3 — Ausstellung des Wählerregisters

Art. 5 - § 1 - Gemäß Artikel L4122-7 § 1 des Kodex und unter Einhaltung der in dieser Bestimmung vorgesehenen Bedingungen kann jede politische Partei mit einer regionalen oder provinziellen laufenden Nummer, ab der Bestätigung des Wählerregisters durch den Provinzgouverneur und bis zu sieben Tage nach diesem Datum, einen Antrag an die Wallonische Regierung oder die von ihr beauftragte Person stellen, um über ein Exemplar des Wählerregisters zu verfügen.

Das Muster des zu verwendenden Antragsformulars wird im Anhang 5a aufgeführt.

§ 2 - Gemäß Artikel L4122-8 § 1 des Kodex und unter Einhaltung der in dieser Bestimmung vorgesehenen Bedingungen kann der Anmelder einer Kandidatenliste, die über keine regionale oder provinzielle laufende Nummer verfügt, ab der Bestätigung des Wählerregisters durch den Provinzgouverneur, im Auftrag der Kandidatenliste einen Antrag an das Gemeindekollegium stellen, um über ein Exemplar des Wählerregisters zu verfügen.

Das Muster des zu verwendenden Antragsformulars wird im Anhang 5b aufgeführt.

§ 3 - Für die Ausstellung der Exemplare des Wählerregisters wird ein Dateiformat genutzt, dessen Struktur es ermöglicht, die enthaltenen Daten direkt in eine Anwendung zu importieren, anhand derer sie auf mehrfache Weise verarbeitet werden können, und insbesondere die Ausstellung von Wählerlisten mit bestimmten Auswahlkriterien ermöglichen.

Abschnitt 4 — Wahlausgaben

Art. 6 - Die bei den Wahlen zur Erneuerung der Gemeinderäte von den Listen und den Kandidaten gemäß Artikel L4131-4 § 1 Absätze 1 bis 3 des Kodex zu verwendenden Formulare in Bezug auf die Erklärung ihrer Wahlausgaben und des Ursprungs ihrer Geldmittel werden in den Anhängen 6a bis 6d aufgeführt.

Art. 7 - Gemäß Artikel L4131-4 § 1 Absatz 2 des Kodex stellen bei den Wahlen zur Erneuerung der Gemeinderäte die Listen und Kandidaten mittels des im Anhang 7 aufgeführten Formulars das Verzeichnis der natürlichen Personen auf, die Spenden von 125 Euro und mehr entrichtet haben.

Abschnitt 5 — Wahl mittels Vollmacht

Art. 8 - Das verpflichtend zu verwendende Formular, das die Wähler zur Wahl mittels Vollmacht nutzen, wird im Anhang 8 aufgeführt. Es enthält das Muster der vorherigen ehrenwörtliche Erklärung im Sinne von Artikel L4132-1 § 1 Nummer 2 Absatz 3 des Kodex sowie das Muster der Bescheinigung und das Muster der schriftlichen ehrenwörtlichen Erklärung im Sinne von Artikel L4132-1 § 1 Nummer 4 Absatz 3 des Kodex.

Art. 9 - In dem in Artikel L4132-1 § 1 Nummer 4 Absatz 1 des Kodex erwähnten Fall legt der Wähler, der die Vollmacht erteilt, einen der folgenden Rechtfertigungsbelege vor:

1. eine Bescheinigung des Reiseveranstalters;
2. einen gültigen Fahrschein;
3. einen gültigen Buchungsnachweis.

Um gültig zu sein, müssen die in Absatz 1 genannten Rechtfertigungsbelege die Identität des Wählers, der die Vollmacht erteilt, und das Datum des Aufenthalts angeben. Der Begriff "Identität" umfasst den Namen, den/die Vornamen und die Anrede des Wählers. Die Rechtfertigungsbelege weisen nach, dass das Ziel des Aufenthalts außerhalb des belgischen Hoheitsgebiets liegt.

Art. 10 - § 1 - Gemäß Artikel L4132-1 § 5 des Kodex führt jede Gemeinde ein Sonderregister der Vollmachten, dessen Muster im Anhang 9 aufgeführt wird.

§ 2 - Das Gemeindepersonal sorgt für die Führung und Verwaltung des Sonderregisters der Vollmachten ab dem Zeitpunkt, an dem das Vollmachtsformular gemäß Artikel L4132-1 § 3 Absatz 1 des Kodex den Wählern in der Gemeindeverwaltung zur Verfügung gestellt wird, und bis zu dem Zeitpunkt, an dem das Sonderregister der Vollmachten und eine Abschrift dieses gemäß Artikel L4143-28 § 3 Absatz 1 des Kodex den Regierungen übergeben wird.

Abschnitt 6 — Wahlkosten

Art. 11 - § 1 - Der Betrag des Anwesenheitsgelds wird für die Vorsitzenden der Wahlbürovorstände auf 30 Euro festgelegt. Er wird für die anderen Mitglieder dieser Vorstände auf 20 Euro festgelegt. Gemäß Artikel 25 Absatz 3 des Zusammenarbeitsabkommens werden diese Beträge um fünfzig Prozent erhöht.

Der Betrag des Anwesenheitsgelds wird für die Vorsitzenden der Kreisvorstände und der Kantonsvorstände auf 75 Euro festgelegt. Er wird für die anderen Mitglieder dieser Vorstände auf 50 Euro festgelegt.

§ 2 - Die in Paragraph 1 genannten Beträge sind für jede Sitzung des Wahlvorstands anwendbar:

1. Für die Wahlbürovorstände handelt es sich um die Sitzung zur Aufnahme der Wähler, die gekommen sind, um ihre Stimme abzugeben.
2. Für die Kreisvorstände handelt es sich um die Sitzungen:
 - a) zur Entgegennahme der Wahlvorschläge;
 - b) zur Prüfung der Zulässigkeit der Vorschläge;
 - c) zum vorläufigen Abschluss der Kandidatenlisten;
 - d) zum Empfang der Beschwerden gegen Kandidaturen und der Einsprüche gegen die Zurückweisung bestimmter Kandidatenlisten;
 - e) zur Hinterlegung der Berichtigungsurkunden;
 - f) zum endgültigen Abschluss der Kandidatenlisten;
 - g) zur provinziellen und kommunalen Auslosung und zur Überprüfung und Billigung der Unterlagen mit allen laufenden Nummern und Kürzeln der vorgeschlagenen Listen und mit den Kandidatenlisten, so wie das Programm sie auf dem Bildschirm erscheinen lassen wird;
 - h) zur Entgegennahme der Benennungen der Zeugen und Ersatzzeugen;
 - i) zur Verteilung der Sitze zwischen den Listen am Tag der Wahl und zur Bestimmung der Gewählten und Ersatzmitglieder;
 - j) zur Listenverbindung.
3. Für die Kantonsvorstände handelt es sich um die Sitzung zur Ausbildung der Vorsitzenden der Wahlbürovorstände, insofern diese stattfindet, und um die Sitzung zur Stimmenaushaltung für den Bereich des Kantons.

§ 3 - Die in Paragraph 1 genannten Beträge werden nicht indiziert.

§ 4 - Gemäß Artikel 13 Absatz 2 des Zusammenarbeitsabkommens werden die den Mitgliedern der Gemeindevorstände und der Wahlbürovorstände gewährten Anwesenheitsgelder auf der Grundlage der Liste der anwesenden Mitglieder des Wahlvorstands, die der Vorsitzende des betroffenen Wahlvorstands zustellt, durch das Ministerium der Deutschsprachigen Gemeinschaft ausgezahlt.

Der Vorsitzende des Gemeindevorstands oder des Wahlbürovorstands übermittelt die Identitäten und die Bankkontonummern der Mitglieder dieser Vorstände. Zu diesem Zweck nutzt er ein verpflichtend zu verwendendes Formular, das gemäß dem in Anhang 10 aufgeführten Muster aufgestellt wird.

§ 5 - Die den Mitgliedern des Distriktvorstands und der Kantonsvorstände gewährten Anwesenheitsgelder werden auf der Grundlage der Liste der anwesenden Mitglieder des Wahlvorstands, die der Vorsitzende des betroffenen Wahlvorstands zustellt, durch die Provinz Lüttich ausbezahlt.

Der Vorsitzende gibt die Identitäten und die Bankkontonummern der Mitglieder des Distriktvorstands und der Kantonsvorstände in das durch den Vorstand genutzte Wahlprogramm ein, gemäß den in Artikel 15 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 21. März 2024 zur Festlegung der Modalitäten für gewisse Wahlverrichtungen und zur Erteilung von Befugnisermächtigungen an den Minister für lokale Behörden bei der Organisation der Lokalwahlen festgelegten Modalitäten.

Art. 12 - § 1 - Neben den in Artikel 11 aufgelisteten Sitzungen können die Mitglieder der Kreisvorstände und Kantonsvorstände dazu gebracht werden, für den guten Ablauf der Wahlen notwendige Aufgaben zu erfüllen. Diese Aufgaben eröffnen das Recht auf eine Entschädigung und betreffen:

1. die Sendung der durch den Kodex oder das Zusammenarbeitsabkommen verlangten Schreiben, Aufstellungen und Tabellen einschließlich des Versands der Protokolle,
2. das Verfahren zur Bestimmung der Vorstandsmitglieder,
3. die Maßnahmen zur Untersuchung der Wählbarkeit der Kandidaten,
4. die digitale Codierung der Listen und ihre Übermittlung,
5. die Korrekturen anschließend an die Überprüfung von Doppelkandidaturen durch die Regierungen,
6. die Aktualisierung der Wahlbildschirme in den Kreisvorständen,
7. die Übermittlung der offiziellen Kandidatenliste an diese und an die Anmelder, die es beantragen,
8. die Übermittlung der Auszüge aus dem Auszählungsprotokoll der Wahl an die Gewählten.

§ 2 - Die in Paragraph 1 beschriebenen Aufgaben werden nur dann entschädigt, wenn sie außerhalb der Arbeitszeiten der Mitglieder der betreffenden Vorstände in Ausübung ihres Berufs liegen. Für die Aufgaben, die dem Vorsitzenden obliegen, wird die Entschädigung unter Bezugnahme auf die Gehaltstabelle der Chefgreffiers festgelegt. Für Aufgaben, die nicht spezifisch dem Vorsitzenden obliegen, wird die Entschädigung unter Bezugnahme auf die Gehaltstabelle der Greffiers bei den Gerichten erster Instanz festgelegt.

§ 3 - Die Forderungsanmeldung betreffend die gemäß Paragraph 1 geleisteten Aufgaben wird an die Provinz Lüttich gerichtet; ihr werden die Aufstellung der geleisteten Stunden und der Rechtfertigungsbelege beigefügt. Diese Forderungsanmeldung wird gemäß dem in Anhang 11 aufgeführten Muster aufgestellt.

§ 4 - Anträge auf Entschädigung für eine Aufgabe, die nicht ausdrücklich in der Liste gemäß Paragraph 1 erwähnt wäre, müssen Gegenstand einer Forderungsanmeldung aufgrund des in Anhang 12 aufgeführten Musters sein, in der die Notwendigkeit dieser Aufgabe im Wahlverfahren und die Unmöglichkeit, sie während der Arbeitszeiten zu verrichten, nachgewiesen werden.

Die Vergütung für diese Aufgaben erfolgt auf der Grundlage dieser Forderungsanmeldung. Der Betrag der Entschädigung wird unter Bezugnahme auf die Gehaltstabelle der Greffiers bei den Gerichten erster Instanz festgelegt.

Art. 13 - Die tatsächlichen Kosten, die die Mitglieder der Kreisvorstände und der Kantonsvorstände im Rahmen ihrer Aufgabe entrichtet haben, werden auf Grundlage einer Forderungsanmeldung gemäß dem im Anhang 13 aufgeführten Muster, der die entsprechenden Rechtfertigungsbelege beigefügt werden, rückerstattet; die Forderungsanmeldung wird der Provinz Lüttich übermittelt. Diese Kosten betreffen die Vervielfältigung von Unterlagen, die Telefonanrufe, die Schreibwaren, den Transport von Zubehör und sonstige gleichartige Ausgaben.

Art. 14 - Die Mitglieder der Wahlvorstände, die Anrecht auf eine Kostenentschädigung für Fahrten außerhalb der Gemeinde ihres Wohnorts haben, übermitteln ihre Forderungsanmeldung:

1. für die Mitglieder der Gemeindevorstände und der Wahlbürovorstände: dem Ministerium der Deutschsprachigen Gemeinschaft, das die Gesamtheit der Formulare sammelt und sie der Provinz Lüttich im Hinblick auf die Auszahlung weiterleitet;
2. für die Mitglieder des Distriktvorstands und der Kantonsvorstände: gemäß den in Artikel 20 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 21. März 2024 zur Festlegung der Modalitäten für gewisse Wahlverrichtungen und zur Erteilung von Befugnisermächtigungen an den Minister für lokale Behörden bei der Organisation der Lokalwahlen festgelegten Modalitäten.

Für die Absatz 1 Nummer 1 erwähnten Fälle wird das verpflichtend zu verwendende Formular gemäß dem in Anhang 14 aufgeführten Muster aufgestellt.

Die den Mitgliedern der Wahlvorstände gewährte Kostenentschädigung für Fahrten wird auf 0,4280 Euro pro zurückgelegten Kilometer festgelegt.

Art. 15 - § 1 - Die in Artikel L4135-5 des Kodex genannten Wähler, die Anrecht auf eine Kostenentschädigung für Fahrten haben, übermitteln ihre Forderungsanmeldung an das Ministerium der Deutschsprachigen Gemeinschaft, das die Gesamtheit der Formulare sammelt und sie der Provinz Lüttich im Hinblick auf die Auszahlung weiterleitet.

Das verpflichtend zu verwendende Formular wird gemäß dem in Anhang 15 aufgeführten Muster aufgestellt. Dem Antrag werden folgende Rechtfertigungsbelege beigefügt:

1. die vom Wahlbürovorstand abgestempelte Wahlaufforderung;
2. eine der folgenden Unterlagen:
 - a) eine Bescheinigung des Arbeitgebers, aus der ersichtlich ist, dass sie von ihm bezahlt werden, wenn es sich um Wähler handelt, die Gehalts- oder Lohnempfänger sind und die entweder im Auftrag im Ausland sind oder ihren Beruf in einer anderen Gemeinde ausüben als der, in der sie wählen müssen;
 - b) eine Bescheinigung der Leitung der Unterrichtseinrichtung, aus der ersichtlich ist, dass sie ordnungsgemäß eingetragen sind, wenn es sich um Wähler handelt, die sich aufgrund ihres Studiums in einer anderen Gemeinde aufhalten als der, in der sie wählen müssen;
 - c) eine Bescheinigung der Leitung des Aufnahmezentrums, der Pflegeanstalt oder der Gesundheitseinrichtung, aus der ersichtlich ist, dass sie dort aufgenommen oder in Behandlung sind, wenn es sich um Wähler handelt, die sich aus medizinischen Gründen in einer anderen Gemeinde aufhalten als der, in der sie wählen müssen;

3. gegebenenfalls der benutzte Fahrschein der öffentlichen Verkehrsmittel.

§ 2 - Wähler, die für ihre Fahrt die Linien der Nationalen Gesellschaft der Belgischen Eisenbahnen nutzen, können, anstatt die Erstattung ihrer Kosten zu beantragen, eine kostenlose Fahrkarte 2. Klasse erhalten, wenn sie am Abfahrtsbahnhof ihre Wahlaufforderung und ihren Personalausweis, sowie eine der in Paragraph 1 genannten Unterlagen vorlegen.

Der ausgestellte Fahrschein ist vom Freitag vor dem Wahltag bis zum nächsten Sonntag gültig. Er kann für die Rückfahrt nur auf Vorlage der ordnungsgemäß vom Wahlbürovorstand abgestempelten Wahlaufforderung genutzt werden.

§ 3 - Die Kosten werden auf Grundlage des Tarifs für den Personentransport in 2. Klasse rückerstattet, so wie er am Tag der Wahl von der Nationalen Gesellschaft der Belgischen Eisenbahnen angewandt wird.

Art. 16 - § 1 - Die Provinz Lüttich schließt bei einer Versicherungsgesellschaft eine Versicherung zur Deckung von körperlichen Schäden ab, die durch Unfälle entstehen, die Mitgliedern der Wahlvorstände bei den Wahlen sowohl in der Ausübung ihres Amtes als auch auf dem Weg von ihrem Wohnsitz zum Tagungsort ihres Vorstands und zurück zustoßen können.

Der Begriff "Weg vom Wohnsitz des Versicherten zum Tagungsort seines Vorstands und zurück" wird gemäß Artikel 8 des Gesetzes vom 10. April 1971 über die Arbeitsunfälle bestimmt.

Die in Absatz 1 genannte Versicherung deckt:

1. die körperlichen Schäden, die durch Unfälle entstehen, die Mitgliedern der Wahlvorstände in der Ausübung ihres Amtes oder auf dem Weg von ihrem Wohnsitz zum Tagungsort ihres Vorstands und zurück zustoßen;
2. die zivilrechtliche Haftung für Schäden, die Mitglieder der Wahlvorstände Drittpersonen durch eigenes Zutun oder Verschulden in der Ausübung ihres Amtes oder auf dem Weg von ihrem Wohnsitz zum Tagungsort ihres Vorstands und zurück zufügen.

§ 2 - Untereinander gelten die Versicherten als Drittpersonen.

§ 3 - Mitglieder der Wahlvorstände, die der durch das Gesetz vom 3. Juli 1967 über den Schadenersatz für Arbeitsunfälle, Wegeunfälle und Berufskrankheiten im öffentlichen Sektor eingeführten Regelung unterliegen, sind von der in Paragraph 1 erwähnten Deckung ausgeschlossen.

§ 4 - Decken eine beziehungsweise mehrere Versicherungen ganz oder teilweise die Risiken, die auch durch vorliegenden Artikel gedeckt werden, bildet die in Paragraph 1 erwähnte Versicherung nur eine Ergänzung, nach Erschöpfung dieser Versicherungen.

§ 5 - Die Versicherung läuft je nach Kategorie der zusammensetzenden Wahlvorstände ab dem Datum, das durch den Kodex für die erste Tagung festgelegt ist. Sie endet am Datum, an dem diese Vorstände all ihre Verrichtungen durchgeführt haben.

§ 6 - Die Prämie, die dem Versicherer in Anwendung des Versicherungsvertrags gezahlt wird, ist Gegenstand einer Erstattung, die sich auf die Hälfte der Differenz zwischen 85 Prozent des Prämienbetrags und dem Betrag der Ausgaben beläuft; das heißt die Beträge, die für Schadensfälle gezahlt werden, und Rückstellungen für eventuell noch abzuwickelnde Schadensfälle.

Art. 17 - Gemäß den Artikeln 12 § 1 und 13 des Zusammenarbeitsabkommens sorgt die Provinz Lüttich für die Begleichung der Schuldforderungen, die sich auf die im vorliegenden Abschnitt genannten Wahlkosten beziehen; danach tätigt sie die entsprechenden Beitreibungen bei den Gemeinden des deutschen Sprachgebiets auf Grundlage der jeweiligen Zahl der eingetragenen Wähler

Abschnitt 7 — Wahllokale und Wahlrichtungen

Art. 18 - Für die Anwendung von Artikel L4123-1 § 3 des Kodex sucht der Provinzgouverneur oder der von ihm bestimmte Beamte in Übereinstimmung mit dem Gemeindegremium die Wahllokale aus, indem er den bestehenden und im Hinblick auf eine verbesserte Zugänglichkeit angepassten Gemeindegebäuden aufgrund der folgenden Kriterien den Vorzug gibt:

1. Die Lokale befinden sich im Erdgeschoss.
2. Die Lokale weisen Zugangskorridore auf, deren Breite ausreicht, um den Rollstuhlfahrern einen leichten Zugang zu ermöglichen.
3. Alle Außen- und Innentüren der Lokale weisen eine Durchgangsbreite von wenigstens 85 cm auf; die eventuellen Schleusenräume und Korridore weisen eine freie Rotationsfläche von mindestens 1,5 Metern auf.
4. Die Lokale sind so anzulegen, dass es möglich ist, im Erdgeschoss wenigstens eine angepasste Wahlkabine oder einen vor fremden Blicken geschützten Tisch vorzusehen.
5. Die Lokale sind mit einem Aufzug ausgestattet.
6. Falls die Lokale nur über eine Treppe zugänglich sind, so verfügt diese über rutschfeste Stufen und sie ist an beiden Seiten mit einem festen und ununterbrochenen Handlauf ausgestattet.
7. Die nähere Umgebung der Lokale sieht bequeme Parkmöglichkeiten vor oder ist durch öffentliche Verkehrsmittel leicht erreichbar.
8. Die Zufahrtswege zu den Lokalen erlauben einen bequemen Zugang zu diesen.

Für die Anwendung von Absatz 1 Nummer 5 genügt der Aufzug den folgenden technischen Anforderungen:

1. Die Ruf- und Bedienungssysteme müssen von allen Personen mit Beeinträchtigung gegebenenfalls durch Leucht- und Sprachvorrichtungen erkennbar sein.
2. Der Ruftaster befindet sich zwischen 80 und 95 cm über dem Boden.
3. Eine Wendefläche von 1,5 Metern, frei von jedem Hindernis, ist vor dem Ruftaster vorgesehen.
4. Die Kabine ist ausreichend tief und breit.
5. Die Tür weist eine Durchgangsbreite von wenigstens 90 cm auf.

Für die Anwendung von Absatz 1 Nummer 7 ist die leichte Erreichbarkeit durch öffentliche Verkehrsmittel gegeben, wenn sich in der Nähe des Gebäudes eine Bushaltestelle befindet.

Für die Anwendung von Absatz 1 Nummer 8 wird vorausgesetzt, dass die Zufahrtswege einen bequemen Zugang zu den Lokale erlauben, wenn die Fläche wenigstens 120 cm breit ist, vorzugsweise waagrecht ist, keine Stufen oder Absätze aufweist, mit einem festen und rutschfesten Belag, ohne Hindernisse für die Räder und ohne Löcher oder Risse mit einer Breite von mehr als einem Zentimeter.

Gemäß Artikel L4133-1 § 1 des Kodex verwendet der Wähler, der eine Erklärung einreichen möchte, um an ein angepasstes Wahlzentrum verwiesen zu werden, das in Anhang 16 aufgeführte Formular.

Art. 19 - § 1 - In jedem Wahllokal werden die Wahlkabinen so eingerichtet und aufgestellt, dass jeder Wähler geschützt von den Blicken von anderen Personen seine Stimmabgabe ohne Einmischung noch Unterbrechung vornehmen kann.

Die Wahlkabinen genügen folgenden Grundsätzen:

1. Die Höhe der Wahlkabine ist zureichend, um zu verhindern, dass die sich in angrenzenden Wahlkabinen befindenden Wähler die Stimmabgabe ihres Nachbarn sehen können.

2. Der Tisch ist ausreichend breit und tief, dass der Wahlcomputer dort aufgestellt werden kann.

Die Gestaltung der Wahlkabinen entspricht den folgenden Anforderungen:

1. eine ca. 210 cm hohe rückseitige Trennwand;

2. zwei seitliche Trennwände gleicher Höhe;

3. eine als Pult dienende verstellbare Platte;

4. eine Metallstange für einen Vorhang;

5. ein Vorhang.

§ 2 - Die angepasste Wahlkabine entspricht den folgenden Anforderungen:

1. Die Oberkante der Platte ist auf einer Höhe von höchstens 80 cm angebracht und besitzt eine Breite von 100 cm und eine Tiefe von 60 cm.

2. Der Raum unter der Platte bleibt frei, um ein gutes Positionieren der Rollstuhlfahrer zu ermöglichen.

Die angepasste Wahlkabine wird im Erdgeschoss, in einem Wahllokal oder in dessen Nähe, aufgestellt, um einen bequemen Zugang der auf Unterstützung angewiesenen Wähler, die diese nutzen möchten, zu ermöglichen. Alle Niveauunterschiede im Erdgeschoss werden mit einer vorläufigen oder endgültigen Rampe ausgeglichen, um einen bequemen Verkehr und zugleich die Sicherheit der vorbeigehenden Personen zu gewährleisten.

Abschnitt 8 — Wahlvorgang

Art. 20 - § 1 - Gemäß Artikel L4143-20 § 2 Absätze 2 bis 4 des Kodex vervollständigen der Sekretär des Wahlbürovorstands und der Vorsitzende oder ein von ihm bestimmter Beisitzer die zwei ersten Abschriften des Abstimmungsregisters, indem sie das oder die folgenden Schriftzeichen in dem Feld gegenüber dem Namen des Wählers eintragen:

1. ein Kreuz, wenn der Wähler persönlich seine Stimme abgibt;

2. ein Kreuz gefolgt von einem anderen Kreuz, wenn der Wähler persönlich seine Stimme abgibt, aber sich in einem der in Artikel L4143-20 § 3 und 4 des Kodex genannten Fälle befindet;

3. der Buchstabe P, wenn der Wähler mittels Vollmacht seine Stimme abgibt; das heißt, wenn der Wähler nicht persönlich an der Wahl teilnimmt, aber einen anderen Wähler zu diesem Zweck bevollmächtigt;

4. die Buchstaben PP, wenn der Wähler persönlich für sich seine Stimme abgibt und gleichzeitig über eine Vollmacht für einen anderen Wähler verfügt, sei dieser in demselben Wahlbüro zur Stimmabgabe aufgefordert oder nicht;

5. die Buchstaben AC, wenn der Wähler persönlich seine Stimme abgibt, aber hierfür die Begleitung im Sinne der Artikel L4133-2 und L4143-21 § 3 Absätze 2 und 3 des Kodex benötigt;

6. der Buchstabe A, wenn der Wähler nicht seine Stimme abgibt und somit als abwesend erachtet wird.

Für die Anwendung von Absatz 1 Nummer 5 werden die Namen des begleiteten Wählers und seines Begleiters gemäß Artikel L4143-21 § 3 Absätze 2 und 3 des Kodex im Protokoll vermerkt. In demselben Fall und wenn der begleitete Wähler und sein Begleiter beide Wähler in derselben Gemeinde sind, ohne aber in demselben Wahlbüro zur Stimmabgabe aufgefordert worden zu sein, wird der Name des Begleiters gemäß Artikel L4143-20 § 7 Absatz 2 des Kodex in dem in Artikel L4143-25 § 1 Nummer 2 des Kodex erwähnten Verzeichnis vermerkt.

§ 2 - Die Mitglieder des Wahlbüros vervollständigen die dritte Abschrift des Abstimmungsregisters, indem sie die Felder hervorheben, die sich auf die abwesenden Wähler und auf die Wähler, die Entschuldigungsgründe geltend machen, beziehen. Die dritte Abschrift des Abstimmungsregisters gilt als das in Artikel L4143-25 § 1 Nummer 3 des Kodex genannte Verzeichnis.

KAPITEL II — Digitale und automatisierte Wahlverrichtungen

Abschnitt 1 — Allgemeine Bestimmungen

Art. 21 - Für die Anwendung des vorliegenden Kapitels versteht man unter:

1. Sitzübertragung: die in Artikel L4112-20 § 3 des Kodex genannte Verrichtung;

2. Kodierung: die Eingabe von Daten, mittels einer Wahlanwendung, über eine Eingabeschnittstelle

3. Anwendung: ein Computerprogramm, das die strukturierte Kodierung von Wahl Daten sowie deren automatisierte Verarbeitung ermöglicht;

4. digitale Wahlverrichtungen: die Wahlverrichtungen, die eine dematerialisierte Übermittlung beinhalten;

5. digitale und automatisierte Wahlverrichtungen: die Wahlverrichtungen, die sowohl eine dematerialisierte Übermittlung als auch eine selbstausführende Verarbeitung ohne menschliches Eingreifen beinhalten;

6. Stimmauszählung: die in Artikel L4112-19 § 2 des Kodex genannte Verrichtung;

7. für den Vorgang Verantwortlicher: die Person, die identifiziert wurde, um eine Verrichtung zur Kodierung, zur Übermittlung oder zur automatisierten Verarbeitung auszuführen;

8. automatisierte Verarbeitung; die Anwendung einer Reihe von Anweisungen, die in einer bestimmten Reihenfolge und durch einen digitalen Prozess unter menschlicher Aufsicht ausgeführt werden;

9. digitale Übermittlung; der Vorgang der Übertragung von Daten auf digitalem Weg oder der Fernkodierung von Daten über eine digitale Verbindung auf ein bestimmtes Speichermedium.

Art. 22 - § 1 - Über die in Kapitel 3 genannte Wahlanwendung für den Betrieb des elektronischen Wahlsystems mit Papierbescheinigung hinaus ist die in Artikel L4141-1 Absatz 1 des Kodex genannte Wahlanwendung die hauptsächliche Wahlanwendung zur Verwaltung der Kandidaturen, zur Übermittlung und Verarbeitung der Wahlergebnisse sowie zur Verwaltung und Verarbeitung der Wahlangaben.

§ 2 - Die Nutzer der hauptsächlichen Wahlanwendung sind:

1. die Beauftragten der Regierungen im Rahmen ihres Auftrags zur Aufsicht der Einrichtungen;
2. die Vorsitzenden der Kreisvorstände und Kantonsvorstände;
3. die Sekretäre der Kreisvorstände und Kantonsvorstände;
4. die Beisitzer der Kreisvorstände und Kantonsvorstände;
5. das Gemeindegremium oder sein Beauftragter;
6. der Provinzgouverneur;
7. die in Artikel L4112-16 Absatz 4 des Kodex genannten Anmelder;
8. die Kandidaten;
9. die unterstützenden Ratsmitglieder;
10. die unterstützenden Wähler;
11. die Zeugen.

§ 3 - Außer der in Paragraph 1 genannten Anwendung umfasst das von der Wallonischen Regierung zur Verfügung gestellte regionale EDV-System:

1. einen gesicherten regionalen Server;
2. ein gesichertes Netzwerk.

§ 4 - Die Kodierungs- und Übertragungsvorgänge beginnen erst nach der authentifizierten Identifizierung des betreffenden Nutzers.

Aus organisatorischen Gründen kann der für den Vorgang Verantwortliche die materiellen Vorgänge zur Kodierung der Daten an eine oder mehrere Personen seiner Wahl delegieren, die unter seiner unmittelbaren Aufsicht handeln.

Jede Person, die unter der Aufsicht des für den Vorgang Verantwortlichen handelt und Zugang zu den Wahldaten hat, verarbeitet diese nur auf Anweisung des für den Vorgang Verantwortlichen.

§ 5 - Für alle Vorgänge, die mithilfe der hauptsächlichen Wahlanwendung durchgeführt werden, stellt die Wallonische Regierung den in Paragraph 2 genannten Nutzern den gesicherten regionalen Server zur Verfügung. Der Zugriff auf den gesicherten regionalen Server erfolgt mittels eines starken Authentifizierungsverfahrens, das es ermöglicht, die Identität der Personen mit einem sehr hohen Zuverlässigkeitsgrad zu bescheinigen.

Der beauftragte Beamte der Verwaltung der Wallonischen Region teilt die technischen Bedingungen und die Modalitäten für den Anschluss an den gesicherten regionalen Server mit.

Im Falle einer Anfechtung der Genauigkeit der auf dem gesicherten regionalen Server kodierten Daten ist nur das von dem betreffenden Wahlvorstand unterzeichnete Protokoll rechtsverbindlich.

§ 6 - Die hauptsächliche Wahlanwendung ermöglicht die Eingabe der Bankdaten der Mitglieder des Distriktvorstands und des Kantonsvorstands im Hinblick auf die Zahlung der Anwesenheitsgelder gemäß Artikel L4135-2 § 3 Nummer 1 des Kodex.

§ 7 - Die Wallonische Regierung und die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft stellen fest, dass die hauptsächliche Wahlanwendung die Datenintegrität und das Wahlgeheimnis auf der Grundlage eines Berichts garantiert, der von einer Prüfstelle geliefert wird, die gemäß dem Zusammenarbeitsabkommen vom 3. September 2018 zwischen dem Föderalstaat, der Wallonischen Region, der Flämischen Behörde, der Region Brüssel-Hauptstadt und der Deutschsprachigen Gemeinschaft über die Bestimmung einer gemeinsamen Liste von Prüfstellen, die für die Kontrolle der digitalen Wahlsysteme zugelassen sind, und die Ausarbeitung der künftigen Zusammenarbeit bestimmt wurde. In der Woche nach dem Wahltag veröffentlichen die Wallonische Regierung und die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft die Quellcodes der Wahlanwendungen, ohne dass ein kryptografischer Schlüssel oder ein Passwort erscheint.

§ 8 - Die Wallonische Regierung und die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft legen das Standardformat für die Übermittlung der Wahldaten bezüglich der Kandidaturen und der Totalisierung der Ergebnisse fest.

Abschnitt 2 — Kandidaturen

Unterabschnitt 1 — Wahlvorschläge und Zulässigkeit der Wahlvorschläge

Art. 23 - Die Wahlvorschläge für die Provinzial- und Gemeinderatswahlen erfolgen elektronisch mithilfe der hauptsächlichen Wahlanwendung, die durch die Wallonische Regierung und die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft zur Verfügung gestellt werden.

Diese hauptsächliche Wahlanwendung ermöglicht die elektronische Signatur des Anmelders, der Kandidaten, der Zeugen, der unterstützenden Ratsmitglieder oder Wähler sowie das Hochladen aller in Artikel L4142-4 § 6 des Kodex genannten Dokumente, die für die Kandidatur notwendig sind.

Art. 24 - Nach Abschluss der Kodierung erstellt die Anwendung ein Dokument, das den Tag und die Uhrzeit der Einreichung des Wahlvorschlags angibt und eine Ordnungsnummer enthält, die an den in Artikel L4142-3 Absatz 2 des Kodex genannten Tagen dem Vorsitzenden des Kreisvorstands mitgeteilt wird. Das Dokument enthält die notwendigen Informationen, die es dem Kreisvorstand ermöglichen, die elektronisch gesammelten Daten zu überprüfen.

Art. 25 - An den in Artikel L4142-3 Absatz 2 des Kodex vorgesehenen Daten händigt der Vorsitzende des Kreisvorstands eine Empfangsbestätigung über das Einreichen eines Wahlvorschlags aus.

Art. 26 - Der Vorsitzende des Kreisvorstands nimmt die Kodierung der Wahlvorschläge vor, die nicht auf elektronischem Wege eingereicht werden. Er kann den materiellen Vorgang zur Kodierung der Wahlvorschläge an eine oder mehrere Personen delegieren, die unter seiner unmittelbaren Aufsicht handeln.

Unterabschnitt 2 — Vorläufiger Abschluss der Kandidatenlisten

Art. 27 - Am in Artikel L4142-11 des Kodex vorgesehenen Datum und nachdem der Vorstand die in Artikel L4142-12 bis 15 des Kodex erwähnten Verrichtungen durchgeführt hat, gibt der Vorsitzende des Vorstands die Kandidatenlisten, so wie sie vom Vorstand vorläufig abgeschlossen worden sind, in den regionalen Server ein.

Die Mitglieder des Vorstands sowie die bei der Sitzung anwesenden Zeugen nehmen die elektronische Signatur des Protokolls vor.

Art. 28 - Im Falle einer Anfechtung der Genauigkeit der auf dem regionalen Server kodierten Daten ist nur das von dem Vorsitzenden und den Mitgliedern des Vorstands unterzeichnete Protokoll rechtsverbindlich.

Art. 29 - Die Beauftragten der Regierungen nehmen die Prüfung der Mehrfachkandidaturen gemäß Artikel L4142-17 des Kodex vor. Diese Prüfung erfolgt automatisch auf der Grundlage der Identifizierungsnummer im Nationalregister der natürlichen Personen.

Unterabschnitt 3 — Endgültiger Abschluss der Kandidatenlisten

Art. 30 - Am in Artikel L4142-22 des Kodex vorgesehenen Tag und nachdem der Kreisvorstand die in Artikel L4142-22 und 23 des Kodex erwähnten Verrichtungen durchgeführt hat, gibt der Vorsitzende des Vorstands die Kandidatenlisten, so wie sie vom Vorstand endgültig abgeschlossen worden sind, in den regionalen Server ein.

Die Mitglieder des Vorstands sowie die bei der Sitzung anwesenden Zeugen nehmen die elektronische Signatur des Protokolls vor.

Im Falle eines Einspruchs gibt der Vorsitzende des Vorstands die Änderungen an der Kandidatenliste in den regionalen Server ein, nachdem der Vorstand vom Beschluss des Appellationshofs Kenntnis genommen hat.

Art. 31 - Im Falle einer Anfechtung der Genauigkeit der auf dem regionalen Server kodierten Daten ist nur das von dem Vorsitzenden und den Mitgliedern des Vorstands unterzeichnete Protokoll rechtsverbindlich.

Abschnitt 3 — Stimmenauszählung und Sitzübertragung

Art. 32 - Gemäß Artikel 29 des Zusammenarbeitsabkommens nimmt - je nach Fall - der Vorsitzende des Gemeinde- oder des Kantonsvorstands unmittelbar nach Entgegennahme des Datenträgers des Wahlbüros die Speicherung der Daten in der für die Totalisierung und Auszählung der Stimmen bestimmten Anwendung vor.

Aus organisatorischen Gründen kann der Vorsitzende des Vorstands den materiellen Vorgang der Speicherung an eine oder mehrere Personen seiner Wahl delegieren, die unter seiner unmittelbaren Aufsicht handeln.

Art. 33 - Der Vorsitzende des Vorstands nimmt die Stimmenauszählung und gegebenenfalls die automatisierte Sitzübertragung vor, sobald er im Besitz der Ergebnisse aller Wahlbüros seines Wahlkreises ist.

Nachdem die in den regionalen Server eingegebenen Daten auf ihre Genauigkeit geprüft worden sind, speichert sie der Vorsitzende des Vorstands auf dem Server.

Die Mitglieder des Vorstands sowie die bei der Sitzung anwesenden Zeugen nehmen die elektronische Signatur des Protokolls vor.

Art. 34 - In den Gemeindevorständen und in dem Distriktvorstand der Distrikte, wo die Möglichkeit der Gruppierung im Sinne von Artikel L4142-34 des Kodex nicht in Anspruch genommen worden ist, nehmen die Mitglieder des Vorstands sowie die bei der Sitzung anwesenden Zeugen die elektronische Signatur des Protokolls vor. Dieses Protokoll ist für die Beauftragten der Regierungen über ihren Zugang zum regionalen Server zugänglich.

Art. 35 - Wurde die Möglichkeit der Gruppierung im Sinne von Artikel L4142-34 des Kodex in Anspruch genommen, nehmen die Mitglieder des Distriktvorstands sowie die bei der Sitzung anwesenden Zeugen die elektronische Signatur des in Artikel L4145-16/2 § 2 des Kodex genannten Protokolls vor.

Der Vorsitzende des Distriktvorstands übermittelt mithilfe des regionalen Servers dem Vorsitzenden des Zentralwahlvorstands des Bezirks eine entsprechende Abschrift.

Abschnitt 4 — Andere Wahlverrichtungen

Art. 36 - Folgende andere Wahlverrichtungen erfolgen digital und automatisiert:

1. die kostenlose Zurverfügungstellung der für die Erstellung der Wählerregister notwendigen Daten durch den Föderalen Öffentlichen Dienst Inneres an die Gemeindegkollegien gemäß Artikel L4122-1 § 1 des Kodex;

2. die Übermittlungen des Wählerregisters im Rahmen des Verfahrens zur Kontrolle und zur Bestätigung dieses Registers gemäß Artikel L4122-4 § 1, § 2 Absatz 4 und § 3 Absatz 2 des Kodex;

3. die Benachrichtigung der betroffenen Gemeinden im Rahmen des Verfahrens zur Kontrolle und zur Bestätigung des Wählerregisters gemäß Artikel L4122-4 § 2 Absatz 2 des Kodex. Die Benachrichtigung und die Datenübermittlung erfolgen über die regionale Plattform für die sichere Übertragung von Dokumenten oder über ein anderes sicheres digitales Medium, das die Integrität der Daten wahrt. Die für den Versand verantwortlichen Personen verwenden ein System zur Datenverschlüsselung oder ein Passwort, um die Vertraulichkeit der personenbezogenen Daten der Wähler zu gewährleisten;

4. die Bestätigung der Wählerregister durch den Provinzgouverneur mittels elektronischer Signatur gemäß Artikel L4122-4 § 3 Absatz 1 des Kodex;

5. die Ausstellung eines Exemplars des Wählerregisters an die Listen gemäß Artikel L4122-7 § 1 und L4122-8 § 1 des Kodex in einem gesicherten digitalen Format;

6. die Ausstellung eines Zertifikats durch die Gemeindeverwaltung gemäß Artikel L4142-4 § 6 Absatz 1 Nummer 10 und Absatz 5 des Kodex, wenn die unterzeichnenden Wähler, die Kandidaten und die Anmelder es im Rahmen der in Artikel L4122-9 des Kodex erwähnten Anfrage beantragen;

7. die Übermittlung eines Exemplars der gesamten Abstimmungsregister der Gemeinde durch das Gemeindegkollegium an den Provinzgouverneur gemäß Artikel L4123-2 § 2 Absatz 1 des Kodex;

8. die Bestätigung der Abstimmungsregister durch den Provinzgouverneur mittels elektronischer Signatur gemäß Artikel L4123-2 § 2 Absatz 1 des Kodex;

9. die Übermittlung eines Exemplars der mittels elektronischer Signatur bestätigten Abstimmungsregister durch den Provinzgouverneur an die Wallonische Regierung und an die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft oder an ihre Beauftragten gemäß Artikel L4123-2 § 3 des Kodex;

10. der Vergleich der Wählerregister zwecks Prüfung, ob Wähler in mehreren Wählerregistern aufgeführt sind, gemäß Artikel L4122-4 § 2 Absatz 1 des Kodex;

11. die Eintragung als Gemeindegewähler von Staatsangehörigen der Mitgliedstaaten der Europäischen Union oder von Drittstaaten über eine digitale Plattform, deren Funktionsmodalitäten durch das Gesetz geregelt sind;

12. die Einreichung des Formulars für die Beantragung von Anwesenheitsgeldern durch die Vorsitzenden der Distrikt- und Kantonsvorstände. Die Verwaltung der Wallonischen Region führt eine erste Kontrolle über die Anzahl der Anträge und die geforderten Beträge durch und leitet die Daten auf gesicherte Weise an die Provinz Lüttich zur Auszahlung weiter;

13. die Einreichung des Formulars für die Beantragung der Kostenentschädigung für Fahrten durch die Mitglieder der Distrikt- und Kantonsvorstände. Die Verwaltung der Wallonischen Region nimmt die Gesamtheit der betreffenden Formulare entgegen und leitet sie an die Provinz Lüttich zur Auszahlung weiter.

Art. 37 - Der beauftragte Beamte der Verwaltung der Wallonischen Region teilt die technischen Bedingungen und die Modalitäten dieser Verrichtungen mit.

KAPITEL III — Elektronische Wahl mit Papierbescheinigung

Abschnitt 1 — Allgemeine Zulassungsbedingungen für elektronische Wahlsysteme mit Papierbescheinigung

Art. 38 - Wahlcomputer müssen mit einem Berührungsbildschirm ausgestattet sein, mit dem für jede Wahl die Listen der politischen Formationen und der Kandidaten für die Wahl angezeigt werden können.

Der Chipkartenleser muss den geltenden internationalen Normen entsprechen. Der Wahlcomputer muss dem Wähler auf jeden Fall ermöglichen, seine Stimme ohne Verwechslungsgefahr abzugeben, ungeachtet dessen, wie viele Kandidaten sich zur Wahl stellen und wie oft dieser Wahlcomputer verwendet wird.

Wahlcomputer müssen mit einem Licht- und/oder Tonsignal ausgestattet sein, durch das der Vorsitzende des Wahlbürovorstands jede Fehlfunktion oder unsachgemäße Handhabung der Maschine erkennen kann.

Der Chipkartenleser des Wahlcomputers darf nur Chipkarten annehmen, die vom Vorstand des Wahlbüros, wo der Wahlcomputer installiert ist, validiert wurden. Eine Chipkarte darf nur für die Wahl, für die sie validiert wurde, verwendet werden.

Diese Wahlcomputer werden für die Zwecke einer bestimmten Wahl anhand eines vom Ministerium der Deutschsprachigen Gemeinschaft bereitgestellten USB-Sticks, der das Wahlprogramm enthält, in Betrieb genommen.

Zum Zeitpunkt der Stimmabgabe darf der Wähler nur die für seine Stimmabgabe erforderlichen Elemente auf dem Wahlcomputer sehen oder verwenden können.

Art. 39 - Die elektronische Urne muss mit einem Barcodeleser, der den geltenden internationalen Normen entspricht, ausgestattet sein und ist an den Computer des Vorsitzenden angeschlossen. Sie kann mit einer elektronischen Klappe ausgestattet sein.

Sie muss mit einem Kasten ausgestattet sein, der versiegelt werden kann und mindestens 2.000 Stimmzettel fassen kann. Der Schlitz der Urne, in den der Wähler seinen Stimmzettel steckt, muss auch mit einem automatischen Schließsystem ausgestattet sein.

Der Computer des Vorsitzenden wird durch einen vom Ministerium der Deutschsprachigen Gemeinschaft bereitgestellten USB-Stick aktiviert, der ausschließlich für die Wahl, auf die er sich bezieht, bestimmt ist.

Um den Computer des Vorsitzenden ausgehend von den USB-Sticks, die das Wahlprogramm enthalten, zu registrieren und die Stimmen auf den USB-Sticks zu speichern, muss vorab ein Geheimcode benutzt werden, der dem Vorsitzenden des Wahlbürovorstands vom Vorsitzenden des Gemeindevorstands erteilt wird.

Die USB-Sticks zur Aktivierung des Computers des Vorsitzenden können auch verwendet werden, um die Wahlcomputer zu aktivieren.

Die Stimmen werden auf den USB-Sticks gespeichert, so wie die Einspeicherung der auf den Stimmzetteln befindlichen Barcodes fortschreitet.

Der Computer des Vorsitzenden ist entweder mit einer Tastatur und einem Bildschirm oder mit einem Berührungsbildschirm ausgestattet, die folgende Verrichtungen ermöglichen müssen:

1. Inbetriebsetzung des Computers des Vorsitzenden durch Eingabe eines Geheimcodes, ohne dass dieser Code auf dem Bildschirm erscheint;
2. Öffnung des Wahlbüros;
3. Überwachung der Vorgänge der Validierung der Chipkarten vor der Stimmabgabe und der Einspeicherung der Stimmzettel nach der Stimmabgabe;
4. Schließung des Wahlbüros nach Bestätigung;
5. Wiederaufnahme der Wahlverrichtungen nach Unterbrechung.

Art. 40 - Pro Gemeinde wird ein Diagnoseprogramm bereitgestellt; es dient dazu, die Funktionstüchtigkeit der Wahlcomputer und des Computers des Vorsitzenden zu überprüfen.

Pro Gemeinde wird ebenfalls ein Demonstrationsprogramm bereitgestellt, damit sich die Wähler vor der Stimmabgabe mit der Handhabung des Wahlcomputers und der elektronischen Urne vertraut machen können.

Art. 41 - Die Daten auf den in den Artikeln 38 und 39 erwähnten USB-Sticks werden durch Verschlüsselung unkenntlich gemacht, was zusätzlich jede betrügerische oder unbeabsichtigte Verfälschung dieser Daten verhindert.

Art. 42 - Ein Wahlprogramm für jede Wahl, in dem das Bestehen gleichzeitiger Wahlen berücksichtigt sein muss, wird dem von der Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft bestimmten Beamten zwecks Zulassung ausgehändigt.

Mit diesem Programm muss die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft die für die Wahlbürovorstände bestimmten USB-Sticks erstellen können.

Das als übereinstimmend anerkannte Wahlprogramm ist das Eigentum der Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft und darf vom Lieferanten zu welchem Zweck auch immer nur mit Einverständnis der Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft benutzt werden.

Eine Kopie der aktualisierten Analysen und der Quellcodes der Wahlprogramme wird dem in Absatz 1 erwähnten Beamten zwecks Zulassung ausgehändigt.

Art. 43 - Das Wahlprogramm muss den Gesetzes- und Verordnungsbestimmungen über die Wahlen und den Sprachengebrauch in Verwaltungsangelegenheiten genügen. Bei der Feststellung der Übereinstimmung durch die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft wird insbesondere berücksichtigt, dass diese Bestimmungen auf allen Bildschirmkopien der Wahlcomputer und der Computer der Vorsitzenden eingehalten wurden.

Art. 44 - Die Feststellung durch die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft, dass die Wahlapparatur und das Wahlprogramm den durch vorliegendes Kapitel festgelegten Bedingungen genügen, kann davon abhängig gemacht werden, dass vorab auf Kosten des Lieferanten auf der Apparatur des Ministeriums der Deutschsprachigen Gemeinschaft beziehungsweise des Lieferanten-Bewerbers ein Probelauf durchgeführt wird, der die Verrichtungen zur Vorbereitung der Wahlen und die Stimmabgabe für einen oder mehrere Wahlkantone beziehungsweise für eine oder mehrere Gemeinden umfasst.

Art. 45 - Die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft revidiert die von ihr getroffene Feststellung der Übereinstimmung, wenn im Nachhinein festgestellt wird, dass der Lieferant an der Apparatur oder dem Programm, die vorgeführt wurden, Änderungen angebracht hat, die im Widerspruch zu den Bestimmungen des vorliegenden Kapitels stehen.

Abschnitt 2 — Regeln zur Darstellung der Listen und Kandidaten auf den Bildschirmen

Art. 46 - Bei gleichzeitigen Wahlen zur Erneuerung der Provinzial- und Gemeinderäte erfolgt die Stimmabgabe in folgender Reihenfolge: zuerst der Provinzialrat und dann der Gemeinderat.

Art. 47 - § 1 - Für die Darstellung der Listen auf den Bildschirmen der Wahlcomputer für elektronische Wahlen mit Papierbescheinigung führt der Bildschirm die Listen in der Reihenfolge der Nummern auf, die ihnen zugeteilt wurden, pro Spalte und pro Zeile von oben bis unten und von links nach rechts, wobei sich das für die Stimmhaltung vorgesehene Feld immer an letzter Stelle in der letzten Zeile der letzten Spalte befindet.

§ 2 - Für jede dargestellte Liste werden der Name oder das Kürzel sowie die Nummer, die ihr zugeteilt wurde, in einem Feld angezeigt. Der Name der Liste oder das Kürzel wird auf einem hellen Bildschirmhintergrund dunkel umrandet.

Art. 48 - § 1 - Für die Darstellung der Kandidaten auf den Bildschirmen der Wahlcomputer für elektronische Wahlen mit Papierbescheinigung werden, wenn eine Liste neunzehn Kandidaten oder weniger beträgt, diese Kandidaten untereinander in einer einzigen Spalte angezeigt.

Wenn eine Liste zwanzig oder mehr Kandidaten beträgt, werden die Kandidaten gleichmäßig auf zwei Spalten verteilt. Wenn die Anzahl der Kandidaten nicht durch zwei geteilt werden kann, zählt die erste Spalte einen Kandidaten mehr als die zweite Spalte.

§ 2 - Die den Kandidaten zugeteilte Nummer sowie ihr Name werden in dunklen Schriftzeichen und auf einem hellen Bildschirmhintergrund dunkel umrandet angezeigt. Der Name des Kandidaten wird in der ersten Zeile in Großbuchstaben angezeigt. Der Vorname des Kandidaten wird in der zweiten Zeile in Kleinbuchstaben angezeigt, mit Ausnahme des Anfangsbuchstabens, der in Großschrift angezeigt wird. Die beiden Namen werden in demselben Feld linksbündig ausgerichtet.

Abschnitt 3 — Ausmaß ausgedruckten Stimmzettels und dort aufgeführte Angaben

Art. 49 - Bei den Lokalwahlen vom 13. Oktober 2024 auf dem deutschen Sprachgebiet verfügen die mittels eines elektronischen Wahlsystems mit Papierbescheinigung ausgedruckten Stimmzettel innerhalb ein und desselben Wahlkreises über ein identisches standardisiertes Ausmaß, ungeachtet der Stimmabgabe des Wählers.

Art. 50 - Bei den in Artikel 49 erwähnten Wahlen werden die folgenden Angaben auf den mittels eines elektronischen Wahlsystems mit Papierbescheinigung ausgedruckten Stimmzetteln aufgeführt:

PROVINZIALRAT / CONSEIL PROVINCIAL

(*) (1) (**)

Kandidaten / Candidats

X (2)..... (3)... (4)

GEMEINDERAT / CONSEIL COMMUNAL

(*) (1) (**)

Kandidaten / Candidats

X (2)..... (3)... (4)

(*) Wird für eine Wahl eine Stimmhaltung abgegeben, wird ausschließlich " Stimmhaltung / Vote Blanc " vermerkt

(1) Name der gewählten Liste

(**) Wird eine Kopfstimme gewählt, wird " Listenstimme für / Vote de Liste pour (1) " vermerkt

(2) Nummer des Kandidaten

(3) Name des Kandidaten

(4) Anfangsbuchstabe des Vornamens des Kandidaten

N.B.: Die gewählten Kandidaten können in Spalten klassiert werden.

Ausgefertigt in Namur, am 6. Juni 2024, in sechs Originalexemplaren in Französisch und Deutsch.

Für die Wallonische Regierung,

Der Ministerpräsident

E. DI RUPO

Der Minister für Wohnungswesen, lokale Behörden und Städte

Ch. COLLIGNON

Für die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft,

Der Ministerpräsident,

Minister für Lokale Behörden und Finanzen

O. PAASCH

ANHÄNGE

Anhang 1 - Muster der Wahlaufforderung für belgische Wähler

Anhang 2 - Muster der Wahlaufforderung für nicht-belgische Wähler

Anhang 3 - Wortlaut der Anweisungen für die Wähler

Anhang 4a - Tabelle zur Zusammensetzung der Wahlvorstände (1)

Anhang 4b - Tabelle zur Zusammensetzung der Wahlvorstände (2)

Anhang 5a - Antrag auf Ausstellung eines Exemplars des Wählerregisters an eine politische Partei

Anhang 5b - Antrag auf Ausstellung eines Exemplars des Wählerregisters an eine Liste

Anhang 6a - Muster für die Erklärung der von einem Kandidaten bei den Wahlen zur Erneuerung der Gemeinderäte getätigten Wahlausgaben

Anhang 6b - Muster für die Erklärung über den Ursprung der Geldmittel, die die Kandidaten im Hinblick auf die Erneuerung der Gemeinderäte für Wahlwerbung verwenden

Anhang 6c - Muster für die Erklärung der von einer Liste bei den Wahlen zur Erneuerung der Gemeinderäte getätigten Wahlausgaben

Anhang 6d - Muster für die Erklärung über den Ursprung der Geldmittel, die die Listen im Hinblick auf die Erneuerung der Gemeinderäte für Wahlwerbung verwenden

Anhang 7 - Muster für eine Aufstellung zur Registrierung der Identität der natürlichen Personen, die Spenden von 125 Euro und mehr an politische Parteien, Listen und Kandidaten entrichten

Anhang 8 - Vollmachtsformular

Anhang 9 - Muster des Sonderregisters der Vollmachten

Anhang 10 - Formular für die Auszahlung der Anwesenheitsgelder an die Mitglieder der Gemeindevorstände und der Wahlbürovorstände

Anhang 11 - Forderungsanmeldung - Entschädigungen für einzelne außerordentliche Leistungen der Mitglieder der Kreis- und Kantonsvorstände

Anhang 12 - Bescheinigung zur Begründung der Notwendigkeit einer außerordentlichen Aufgabe

Anhang 13 - Forderungsanmeldung - Tatsächliche Kosten der Mitglieder der Kreis- und Kantonsvorstände

Anhang 14 - Formular für die Erstattung der Fahrtkosten von Mitgliedern der Gemeindevorstände und der Wahlbürovorstände

Anhang 15 - Formular für die Erstattung der Fahrtkosten von Wählern

Anhang 16 - Musterformular für den Antrag auf Verweisung an ein angepasstes Wahlzentrum

MINISTERIUM DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT

[2024/202997]

16. MAI 2024 — Erlass der Regierung zur Abänderung des Erlasses der Regierung vom 6. Juli 2023 zur Bestellung der Mitglieder des Beirats für Gesundheit

Die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft,

Aufgrund des Dekrets vom 27. Februar 2023 zur Schaffung eines Beirats für Gesundheit, Artikel 3 § 3 Absatz 1;

Aufgrund des Dekrets vom 3. Mai 2004 zur Förderung der ausgewogenen Vertretung von Männern und Frauen in beratenden Gremien, abgeändert durch das Dekret vom 14. Februar 2011;

Aufgrund des Erlasses der Regierung vom 6. Juli 2023 zur Bestellung der Mitglieder des Beirats für Gesundheit;

Aufgrund der Vorschläge der im Beirat für Gesundheit vertretenen Organisationen, Einrichtungen und Berufsgruppen;

Auf Vorschlag des für Gesundheit zuständigen Ministers;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Artikel 1 Absatz 1 des Erlasses der Regierung vom 6. Juli 2023 zur Bestellung der Mitglieder des Beirats für Gesundheit wird wie folgt abgeändert:

1. in Nummer 2 wird die Wortfolge "Herr Martin Root" durch die Wortfolge "Frau Sophie Piedboeuf" ersetzt und die Wortfolge "Frau Isabelle Finck" wird durch die Angabe "N.N." ersetzt;

2. in Nummer 6 wird die Wortfolge "N.N. als sein Ersatzvertreter" durch die Wortfolge "Frau Laurianne Longton als seine Ersatzvertreterin" ersetzt;

3. in Nummer 7 wird die Wortfolge "N.N. als ihr entsprechender Ersatzvertreter" durch die Wortfolge "Frau Ramona Mausen als ihre entsprechende Ersatzvertreterin" ersetzt.

Art. 2 - Vorliegender Erlass tritt am Tag seiner Verabschiedung in Kraft.

Art. 3 - Der für Gesundheit zuständige Minister ist mit der Ausführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Eupen, den 16. Mai 2024

Für die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft,

Der Ministerpräsident,

Minister für lokale Behörden und Finanzen

O. PAASCH

Der Vize-Ministerpräsident,

Minister für Gesundheit und Soziales, Raumordnung und Wohnungswesen

A. ANTONIADIS

MINISTERIUM DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT

[2024/203172]

6. JUNI 2024 — Erlass der Regierung zur Abänderung des Erlasses der Regierung vom 2. Juli 2020 zur Bestellung der Vertreter des Schulträgers des Gemeinschaftsunterrichtswesens im Verwaltungsrat der autonomen Hochschule und über den Vorschlag der Vertreter für die Bereiche Grundschule, Wirtschaft und Gesundheit

DIE REGIERUNG DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT,

Aufgrund des Sonderdekrets vom 21. Februar 2005 zur Schaffung einer autonomen Hochschule, Artikel 7 § 3;

Aufgrund des Erlasses der Regierung vom 2. Juli 2020 zur Bestellung der Vertreter des Schulträgers des Gemeinschaftsunterrichtswesens im Verwaltungsrat der autonomen Hochschule und über den Vorschlag der Vertreter für die Bereiche Grundschule, Wirtschaft und Gesundheit;

Auf Vorschlag des für das Unterrichtswesen zuständigen Ministers;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Artikel 1 des Erlasses der Regierung vom 2. Juli 2020 zur Bestellung der Vertreter des Schulträgers des Gemeinschaftsunterrichtswesens im Verwaltungsrat der autonomen Hochschule und über den Vorschlag der Vertreter für die Bereiche Grundschule, Wirtschaft und Gesundheit wird wie folgt abgeändert:

1. In Nummer 1 Buchstabe *b*) wird die Wortfolge "Herr Dirk Schlehs" durch die Wortfolge "Frau Katrin Greven" ersetzt.

2. In Nummer 2 Buchstabe *a*) wird die Wortfolge "Frau Katrin Greven" durch die Wortfolge "Frau Doris Falkenberg" ersetzt.

3. In Nummer 2 Buchstabe *b*) wird die Wortfolge "Frau Geneviève Pelzer" durch die Wortfolge "Frau Françoise Backes" ersetzt.

Art. 2 - Vorliegender Erlass tritt mit Wirkung vom 1. Juni 2024 in Kraft.

Art. 3 - Der für das Unterrichtswesen zuständige Minister wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Eupen, den 6. Juni 2024

Für die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft,

Der Ministerpräsident,

Minister für lokale Behörden und Finanzen

O. PAASCH

Die Ministerin für Bildung, Forschung und Erziehung

L. KLINKENBERG

MINISTERIUM DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT

[2024/203195]

3. JUNI 2024 — Geschäftsordnung des Direktionsrates

Artikel 1 - Der Generalsekretär führt den Vorsitz des Direktionsrates. Bei Abwesenheit oder Verhinderung des Generalsekretärs wird er durch seinen Stellvertreter ersetzt gemäß Artikel 10 Absatz 5 des Erlasses der Regierung vom 27. Dezember 1996 zur Organisation des Ministeriums der Deutschsprachigen Gemeinschaft und zur Regelung der Anwerbung, der Laufbahn und der Besoldung der Beamten.

Art. 2 - Der Direktionsrat versammelt sich grundsätzlich wöchentlich am Montagmorgen.

Darüber hinaus ruft der Generalsekretär den Direktionsrat unter Bekanntmachung der Tagesordnung und ggfs. zugehöriger Dokumente aus eigener Initiative oder auf Anfrage von mindestens drei Mitgliedern zusammen.

Art. 3 - Der Generalsekretär übermittelt den Mitgliedern die Tagesordnung und die zugehörigen Dokumente spätestens bis freitags um 15:00 Uhr.

Die Anmeldung von Tagesordnungspunkten beim Generalsekretär erfolgt spätestens bis donnerstags zuvor um 12:00 Uhr. Es wird jeweils spezifiziert, ob es sich um einen Punkt zur Entscheidung (E), zur Diskussion (D) oder zur Information (I) handelt.

Bei Dringlichkeit kann die Tagesordnung durch den Generalsekretär oder im Falle der Anfrage eines Mitglieds im Konsens zu Beginn einer Sitzung ergänzt oder abgeändert werden.

Art. 4 - Der Generalsekretär kann Personen aufgrund ihrer Erfahrung, Kompetenz oder Kenntnisse zu diesen Sitzungen hinzuziehen. Diese Personen haben kein Stimmrecht.

Art. 5 - Ein Mitglied des Direktionsrates führt als Berichterstatter das Ergebnisprotokoll.

In den Protokollen werden formale Beschlüsse des Direktionsrates als solche kenntlich gemacht. Die formalen Beschlüsse werden grundsätzlich im Intranet veröffentlicht. Beschlüsse, die nicht zur Veröffentlichung bestimmt sind, werden als solche gekennzeichnet (*).

Es wird ein Register aller Beschlüsse zur Verwendung durch die Direktionsratsmitglieder und zuarbeitende Mitarbeiter angelegt.

Die Protokolle werden vom Vorsitzenden und vom Berichterstatter unterzeichnet.

Die von Beschlüssen des Direktionsrates Betroffenen werden grundsätzlich auf Veranlassung des Direktionsratsmitgliedes informiert, zu dessen Zuständigkeit die Angelegenheit gehört.

Die für die jeweilige Angelegenheit zuständigen Mitglieder des Direktionsrates sorgen für die Umsetzung von Entscheidungen und die gezielte Information von zuständigen Mitarbeitern.

Informationen aus dem Direktionsrat für die Allgemeinheit der Mitarbeiter werden auf Veranlassung des Generalsekretärs verbreitet. Der Generalsekretär gewährleistet die Information der Regierung.

Der Direktionsrat kann für bestimmte Angelegenheiten die, ggfs. befristete, Geheimhaltung beschließen.

Art. 6 - Der Direktionsrat kann nur gültig beraten, wenn mindestens 2/3 seiner Mitglieder anwesend sind. Ist dieses Quorum nicht erreicht, kann binnen 3 Tagen ein neuer Direktionsrat mit derselben Tagesordnung einberufen werden. Dieser beschließt gültig, wenn mindestens die Hälfte seiner Mitglieder anwesend ist.

Grundsätzlich ist die physische Anwesenheit erforderlich. Der Generalsekretär kann jedoch bestimmen, dass eine Versammlung des Direktionsrates insgesamt als Videokonferenz oder in hybrider Form (teils anwesende teils per Video zugeschaltete Mitglieder) gültig tagt. Die diesbezügliche Mitteilung erfolgt bei der Übersendung der Tagesordnung.

Art. 7 - Der Direktionsrat beschließt im Konsens. Wird dieser nicht erreicht, kann der Generalsekretär zur Abstimmung auffordern. In diesem Fall fasst der Direktionsrat seine Beschlüsse mit einfacher Mehrheit der Stimmen, wobei Enthaltungen nicht Rechnung getragen wird. Es wird mit Handzeichen abgestimmt. Bei Stimmgleichheit ist die Stimme des Generalsekretärs ausschlaggebend. Bei seiner Enthaltung und Stimmgleichheit ist der Vorschlag abgelehnt. Die Mehrheitsverhältnisse werden im Protokoll vermerkt.

Art. 8 - In Abweichung zu den Artikeln 6 und 7 kann in Ausnahmefällen begründeter Dringlichkeit der Generalsekretär Beschlussfassungen durch elektronische Nachricht im Umlaufverfahren veranlassen. Beschlüsse zur persönlichen beamtenrechtlichen oder arbeitsrechtlichen Situation einzelner Mitarbeiter können nicht auf diesem Wege getroffen werden.

Mit dem begründeten Vorschlag zur Beschlussfassung durch elektronische Nachricht im Umlaufverfahren übermittelt der Generalsekretär allen Mitgliedern des Direktionsrates eine vollständige Beschlussvorlage mit allen notwendigen Erläuterungselementen.

Die beim Vorschlag des Vorsitzenden zur Beschlussfassung durch elektronische Nachricht im Umlaufverfahren mit Datum und Uhrzeit anzugebende Abstimmungsfrist beträgt mindestens zwei Öffnungstage des Ministeriums, der Tag der Versendung des Vorschlags eingerechnet, es sei denn alle Mitglieder des Direktionsrates erklären sich ausdrücklich mit einer kürzeren Frist einverstanden. Der Vorschlag benennt das Datum des Fristablaufs.

Damit die Abstimmung gültig ist, müssen mindestens 2/3 der Mitglieder des Direktionsrates ein Votum durch elektronische Nachricht abgegeben haben. Bei der Abstimmung durch elektronische Nachricht im Umlaufverfahren wird der Beschluss durch eine Zweidrittelmehrheit der Stimmen gemäß Artikel 7 dieser Geschäftsordnung gefasst, wobei Enthaltungen nicht Rechnung getragen wird. Das Fehlen eines Votums per elektronischer Nachricht (ja, nein, Enthaltung) innerhalb der vorgegebenen Frist wird als Enthaltung gewertet.

Der durch elektronische Nachricht im Umlaufverfahren getroffene Beschluss wird in das nächstfolgende Sitzungsprotokoll des Direktionsrates unter Angabe des Abstimmungsergebnisses eingetragen. Der Beschluss trägt das Datum des letzten Tages der vorgesehenen Abstimmungsfrist oder, insofern Einstimmigkeit aller Mitglieder des Direktionsrates erreicht wurde, das Datum der erreichten Einstimmigkeit.

Art. 9 - Die Geschäftsordnung vom 3. Mai 2004, abgeändert durch die Beschlüsse des Direktionsrates vom 3. Dezember 2012 und vom 15. Januar 2018, wird aufgehoben.

Art. 10 - Vorliegende Geschäftsordnung tritt am 3. Juni 2024 in Kraft.

Einstimmig verabschiedet durch den Direktionsrat des Ministeriums der Deutschsprachigen Gemeinschaft in seiner Sitzung vom 3. Juni 2024.

Für den Direktionsrat

S. Förster
Generalsekretär

L. Neycken
Berichterstatler

77942

BELGISCH STAATSBLAG — 21.06.2024 – Ed. 2 — MONITEUR BELGE

MINISTERIUM DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT

[2024/203156]

22. APRIL 2024 — Dekret zur Einführung einer Förderung von kommunalen Bürgerbeteiligungshaushalten (1)

Fußnote

(1) Sitzungsperiode 2023-2024

Nummerierte Dokumente: 359 (2023-2024) Nr. 1 Dekretvorschlag

359 (2023-2024) Nr. 2 Vom Plenum des Parlaments verabschiedeter Text

Ausführlicher Bericht: 22. April 2024 - Nr. 72 Diskussion und Abstimmung

78060

BELGISCH STAATSBLAG — 21.06.2024 – Ed. 2 — MONITEUR BELGE

MINISTERIUM DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT

[2024/203173]

23. MAI 2024 — Erlass der Regierung zur Abänderung des Erlasses der Regierung vom 10. September 2020 zur Bestellung der Mitglieder des Beirats für Wohnungswesen und Energie

Die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft,

Aufgrund des Gesetzbuches über nachhaltiges Wohnen, Artikel 200 § 3, eingefügt durch das Dekret vom 12. Dezember 2019;

Aufgrund des Dekrets vom 3. Mai 2004 zur Förderung der ausgewogenen Vertretung von Männern und Frauen in beratenden Gremien, abgeändert durch das Dekret vom 14. Februar 2011;

Aufgrund des Erlasses der Regierung vom 10. September 2020 zur Bestellung der Mitglieder des Beirats für Wohnungswesen und Energie;

Aufgrund des Vorschlags des Wirtschafts- und Sozialrats der Deutschsprachigen Gemeinschaft Belgiens;

Auf Vorschlag des für das Wohnungswesen zuständigen Ministers;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - In Artikel 1 Nummer 3 des Erlasses der Regierung vom 10. September 2020 zur Bestellung der Mitglieder des Beirats für Wohnungswesen und Energie, abgeändert durch den Erlass der Regierung vom 24. Oktober 2023, wird die Wortfolge "Frau Viviane Leffin" durch die Wortfolge "Herr Mike Mettlen" ersetzt.

Art. 2 - Der vorliegende Erlass tritt am Tag seiner Verabschiedung in Kraft.

Art. 3 - Der für das Wohnungswesen zuständige Minister wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Eupen, den 23. Mai 2024

Für die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft
Der Ministerpräsident,
Minister für lokale Behörden und Finanzen
O. PAASCH
Der Vize-Ministerpräsident,
Minister für Gesundheit und Soziales, Raumordnung und Wohnungswesen
A. ANTONIADIS

MINISTERIUM DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT

[2024/203149]

30. MAI 2024 — Erlass der Regierung zur Abänderung des Erlasses der Regierung vom 29. Oktober 2020 zur Bestellung der Mitglieder des Beirats des Zentrums für Förderpädagogik

Die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft,

Aufgrund des Dekrets vom 3. Mai 2004 zur Förderung der ausgewogenen Vertretung von Männern und Frauen in beratenden Gremien, abgeändert durch das Dekret vom 14. Februar 2011;

Aufgrund des Dekrets vom 11. Mai 2009 über das Zentrum für Förderpädagogik, zur Verbesserung der sonderpädagogischen Förderung in den Regel- und Förderschulen sowie zur Unterstützung der Förderung von Schülern mit Beeinträchtigung, Anpassungs- oder Lernschwierigkeiten in den Regel- und Förderschulen, Artikel 7 § 2;

Aufgrund des Erlasses der Regierung vom 29. Oktober 2020 zur Bestellung der Mitglieder des Beirats des Zentrums für Förderpädagogik;

Auf Vorschlag des für das Unterrichtswesen zuständigen Ministers;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Artikel 1 des Erlasses der Regierung vom 29. Oktober 2020 zur Bestellung der Mitglieder des Beirats des Zentrums für Förderpädagogik, abgeändert durch die Erlasse der Regierung vom 20. Juli 2022 und vom 24. Oktober 2023, wird wie folgt abgeändert:

1. In Nummer 4 wird die Wortfolge "Frau Geneviève Simons-Pelzer" durch die Wortfolge "Frau Doris Falkenberg" ersetzt.

2. In Nummer 5 wird die Wortfolge "Frau Christine Quoilin" durch die Wortfolge "Herr Joel Arens" ersetzt.

3. In Nummer 7 wird die Wortfolge "Herr Fabio Lesuisse" durch die Wortfolge "Herr Manfred Kohnen" ersetzt.

Art. 2 - In Artikel 2 Nummer 5 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Regierung vom 24. Oktober 2023,

wird die Wortfolge "Herr Joel Arens" durch die Wortfolge "Frau Noemie Pfeiffer" ersetzt.

Art. 3 - Vorliegender Erlass tritt am Tage seiner Verabschiedung in Kraft.

Art. 4 - Der für das Unterrichtswesen zuständige Minister wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Eupen, den 30. Mai 2024

Für die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft
Der Ministerpräsident,
Minister für lokale Behörden und Finanzen
O. PAASCH
Die Ministerin für Bildung, Forschung und Erziehung
L. KLINKENBERG

**DEUTSCHSPRACHIGE GEMEINSCHAFT
COMMUNAUTE GERMANOPHONE — DUITSTALIGE GEMEENSCHAP**

MINISTERIUM DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT

[2024/203155]

8. MAI 2024 — Dekret zur Abänderung des dekretalen Teils des Gesetzbuches über die räumliche Entwicklung

Das Parlament der Deutschsprachigen Gemeinschaft hat das Folgende angenommen und wir, Regierung, sanktionieren es:

Artikel 1 - Artikel D.I.12 Absatz 2 des Wallonischen Gesetzbuches über die räumliche Entwicklung wird wie folgt ersetzt:

„Bei der Festlegung der Modalitäten für die Gewährung der in Absatz 1 Nummer 7 genannten Subvention und der Modalitäten für die Zurverfügungstellung der Raumordnungsberater bevorzugt die Regierung die Gemeinden:

1. die entweder über einen Kommunalausschuss und

a) entweder über ein plurikommunales Entwicklungsschema

b) oder über ein kommunales Entwicklungsschema

c) oder über ein plurikommunales Entwicklungsschema und ein kommunales Entwicklungsschema, das gemäß Artikel D.II.17 § 2 Absatz 2 teilweise außer Kraft getreten ist, verfügen,

sofern dieses Schema bzw. diese Schemen das gesamte Gemeindegebiet abdeckt bzw. abdecken, oder

2. bei denen die Ausarbeitung des plurikommunalen oder kommunalen Entwicklungsschemas beschlossen worden ist“.

Art. 2 - In Artikel D.II.17 § 2 Absatz 2 desselben Gesetzbuches wird die Wortfolge „unbeschadet der Anwendung von Artikel D.IV.15 Absatz 1 Ziffer 1“ gestrichen.

Art. 3 - Artikel D.IV.1 § 2 desselben Gesetzbuches, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 21. November 2022, wird wie folgt abgeändert:

1. In Absatz 1 Nummer 2 wird die Wortfolge „der Artikel D.IV.15 Absatz 2 Ziffer 2 und D.IV.48 Absatz 1 Ziffer 1,“ durch die Wortfolge „des Artikels D.IV.48 Absatz 1 Nummer 1,“ ersetzt.

2. In Absatz 2 wird die Wortfolge „der Artikel D.IV.15 Absatz 2 Nummer 2 und D.IV.48 Absatz 1 Nummer 1“ durch die Wortfolge „des Artikels D.IV.48 Absatz 1 Nummer 1“ ersetzt.

Art. 4 - In Artikel D.IV.14 Absatz 2 desselben Gesetzbuches, abgeändert durch das Dekret vom 12. Dezember 2019, wird die Wortfolge „dem in Artikel D.IV.15 Absatz 3 erwähnten Fall“ durch die Wortfolge „den in Artikel D.IV.15 erwähnten Fällen“ ersetzt.

Art. 5 - Artikel D.IV.15 desselben Gesetzbuches, abgeändert durch die Dekrete vom 12. Dezember 2019 und 21. November 2022, wird wie folgt ersetzt:

„Art. D.IV.15 - Außer in den in Artikel D.IV.16 und Artikel D.IV.17 genannten Fällen entscheidet das Gemeindegremium ohne vorherige Stellungnahme der Regierung.

Das Gemeindegremium kann die Regierung um eine fakultative Stellungnahme ersuchen.“

Art. 6 - Artikel D.IV.16 Absatz 1 desselben Gesetzbuches, abgeändert durch die Dekrete vom 12. Dezember 2019 und 21. November 2022, wird wie folgt abgeändert:

1. Nummer 1 wird aufgehoben.

2. Nummer 2 wird aufgehoben.

3. In Nummer 3 wird die Wortfolge „in den in Artikel D.IV.15 Absatz 2 Ziffer 2 genannten Fällen,“ gestrichen.

Art. 7 - In Artikel D.IV.34 desselben Gesetzbuches, abgeändert durch die Dekrete vom 12. Dezember 2019 und 21. November 2022, wird zwischen Absatz 2 und Absatz 3, der zu Absatz 4 wird, folgender Absatz eingefügt:

„Im Bescheid über die formelle Vollständigkeit wird ebenfalls erwähnt, dass das Gemeindegremium vor Ablauf der unter Nummer 5 erwähnten Frist entscheiden kann, die fakultative Stellungnahme der Regierung einzuholen. Dies hat eine entsprechende Anpassung derselben Frist zur Folge.“

Art. 8 - In Artikel D.IV.36 Absatz 2 desselben Gesetzbuches, abgeändert durch die Dekrete vom 12. Dezember 2019 und 21. November 2022, wird zwischen die Wortfolge „Wenn das Gemeindegremium die zuständige Behörde ist“ und die Wortfolge „, übermittelt es der Regierung“ die Wortfolge „und wenn es über die Stellungnahme der Regierung verfügen muss oder zum Zeitpunkt der formellen Vollständigkeit entscheidet, gemäß Artikel D.IV.15 die fakultative Stellungnahme der Regierung zu beantragen“ eingefügt.

Art. 9 - In Artikel D.IV.38 desselben Gesetzbuches, abgeändert durch das Dekret vom 12. Dezember 2019, wird zwischen Absatz 1 und Absatz 2, der zu Absatz 3 wird, folgender Absatz eingefügt:

“Wenn das Gemeindekollegium die zuständige Behörde ist und es nach dem Bescheid über die formelle Vollständigkeit beschließt, die fakultative Stellungnahme der Regierung gemäß Artikel D.IV.15 zu beantragen, übermittelt es der Regierung gleichzeitig mit den in Absatz 1 genannten Dokumenten ein Exemplar des Genehmigungsantrags oder des Antrags auf eine Städtebaubescheinigung Nr. 2, eine Abschrift des Bescheids über die formelle Vollständigkeit und gegebenenfalls die in Artikel D.IV.35 erwähnten Anträge auf Stellungnahmen. Das Gemeindekollegium passt in diesem Fall die Genehmigungsfrist gemäß Artikel D.IV.46 an und setzt den Antragsteller und seinen Projektautor davon in Kenntnis.”

Art. 10 - In Artikel D.IV.46 Absatz 2 desselben Gesetzbuches, abgeändert durch das Dekret vom 12. Dezember 2019, wird zwischen die Wortfolge “seinen Beschluss an” und die Wortfolge “Antragsteller richtet” das Wort “den” eingefügt und zwischen Satz 1 und Satz 2, der zu Satz 3 wird, folgender Satz eingefügt:

“Wenn die Stellungnahme der Regierung nicht eingeholt wurde, wird dem Beschluss die gesamte Akte beigefügt.”

Art. 11 - Artikel D.IV.47 desselben Gesetzbuches, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 21. November 2022, wird wie folgt abgeändert:

1. § 1 Absatz 1 wird wie folgt ersetzt:

“Wenn das Gemeindekollegium dem Antragsteller seinen Beschluss nicht innerhalb der in den Artikeln D.IV.46, D.IV.62 § 3 Absatz 2 und § 4 Absatz 4 oder D.IV.91 Absatz 3 erwähnten Frist übermittelt hat, wird die Regierung mit dem Antrag befasst. Spätestens am Tag nach Ablauf der in diesen Artikeln genannten Frist informiert das Gemeindekollegium die Regierung darüber, dass kein Beschluss gefasst wurde, und übermittelt ihr die gesamte Akte. Das Gemeindekollegium sendet eine Abschrift des Schreibens an den Projektautor.”

2. § 2 wird wie folgt ersetzt:

“ § 2 - Wenn das Gemeindekollegium dem Antragsteller seinen Beschluss nicht innerhalb der in den Artikeln D.IV.46, D.IV.62 § 3 Absatz 2 und § 4 Absatz 4 erwähnten Fristen übermittelt hat, gilt der in der ausdrücklichen Stellungnahme der Regierung enthaltene Beschlussvorschlag als Beschluss. Spätestens am Tag nach Ablauf der in diesen Artikeln genannten Frist informiert das Gemeindekollegium die Regierung darüber, dass kein Beschluss gefasst wurde. Die Regierung übermittelt den als Beschluss geltenden Beschlussvorschlag innerhalb von dreißig Tagen ab dem Tag nach Ablauf der dem Gemeindekollegium zur Einsendung seines Beschlusses eingeräumten Frist gleichzeitig dem Antragsteller und dem Gemeindekollegium. Die Regierung sendet eine Abschrift des Beschlusses an den Projektautor.

Gilt die Genehmigung gemäß Beschlussvorschlag als verweigert und wird der Beschluss der Regierung dem Antragsteller nicht innerhalb der eingeräumten Frist übermittelt, wird die Regierung als Beschwerdeinstanz mit dem Antrag befasst.”

Art. 12 - Artikel D.IV.110 Absatz 2 desselben Gesetzbuches, abgeändert durch das Dekret vom 21. November 2022, wird aufgehoben.

Art. 13 - Vorliegendes Dekret tritt am 1. September 2024 in Kraft.

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, dass es durch das *Belgische Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Eupen, den 8. Mai 2024

O. PAASCH
Der Ministerpräsident,
Minister für lokale Behörden und Finanzen
A. ANTONIADIS
Der Vize-Ministerpräsident,
Minister für Gesundheit und Soziales,
Raumordnung und Wohnungswesen
I. WEYKMANS
Die Ministerin für Kultur und Sport,
Beschäftigung und Medien
L. KLINKENBERG
Die Ministerin für Bildung,
Forschung und Erziehung

—
Fußnote

Sitzungsperiode 2023-2024

Nummerierte Dokumente: 343 (2023-2024) Nr. 1 Dekretvorschlag

343 (2023-2024) Nr. 2 Abänderungsvorschläge

343 (2023-2024) Nr. 3 Bericht

343 (2023-2024) Nr. 4 Vom Plenum des Parlaments verabschiedeter Text

Ausführlicher Bericht: 8. Mai 2024 - Nr. 74 Diskussion und Abstimmung

**MINISTERIUM DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT
UND ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE**

[2024/203185]

30. MAI 2024 — Ausführendes Zusammenarbeitsabkommen zwischen der Wallonischen Regierung und der Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft zur gemeinsamen Festlegung der Kriterien, denen Bäume, Sträucher oder Hecken entsprechen müssen, um als bemerkenswert bezeichnet zu werden

Aufgrund der Verfassung, Artikel 39 und 139;

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, Artikel 92bis § 1, eingefügt durch das Sondergesetz vom 8. August 1988 und zuletzt abgeändert durch das Sondergesetz vom 6. Januar 2014;

Aufgrund des Gesetzes vom 31. Dezember 1983 über institutionelle Reformen für die Deutschsprachige Gemeinschaft, Artikel 55bis, eingefügt durch das Gesetz vom 5. Mai 1993 und abgeändert durch das Gesetz vom 6. Januar 2014;

Aufgrund des Dekrets des Parlaments der Deutschsprachigen Gemeinschaft vom 29. April 2019 über die Ausübung der Zuständigkeiten der Wallonischen Region im Bereich der Raumordnung und gewisser verbundener Bereiche durch die Deutschsprachige Gemeinschaft;

Aufgrund des Dekrets des Wallonischen Parlaments vom 6. Mai 2019 über die Ausübung der Zuständigkeiten der Wallonischen Region im Bereich der Raumordnung und gewisser verbundener Bereiche durch die Deutschsprachige Gemeinschaft;

Aufgrund des Zusammenarbeitsabkommens vom 14. November 2019 zwischen der Wallonischen Region und der Deutschsprachigen Gemeinschaft über die Ausübung der Zuständigkeiten im Bereich der Raumordnung und gewisser verbundener Bereiche, Artikel 70 § 1 Absatz 2;

In der Erwägung, dass das Zusammenarbeitsabkommen vom 14. November 2019 die Wallonische Regierung und die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft beauftragt, im gegenseitigen Einvernehmen die Kriterien festzulegen, denen Bäume, Sträucher oder Hecken entsprechen müssen, um als bemerkenswert bezeichnet zu werden;

Die Wallonische Regierung in der Person des Ministerpräsidenten und in der Person der Ministerin, die die Erhaltung der Natur in ihren Zuständigkeiten hat,

und

die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft, in der Person des Ministerpräsidenten und des Ministers, der die Raumordnung in seinen Zuständigkeiten hat,

vereinbaren Folgendes:

Artikel 1 - Für die Anwendung des vorliegenden Zusammenarbeitsabkommens versteht man unter:

1. Zusammenarbeitsabkommen vom 14. November 2019: das Zusammenarbeitsabkommen vom 14. November 2019 zwischen der Wallonischen Region und der Deutschsprachigen Gemeinschaft über die Ausübung der Zuständigkeiten im Bereich der Raumordnung und gewisser verbundener Bereiche;

2. Baum: eine Gehölzart, die bei freiem Wuchs im ausgewachsenen Stadium über acht Meter hoch wird;

3. Hecke: eine Gruppe von Sträuchern und/oder Bäumen, die in einer maximalen Entfernung von 1,50 Metern voneinander stehen, um so eine dichte Reihe mit einer maximalen Breite von zehn Metern zwischen den äußeren Stammfüßen zu bilden;

4. Strauch: eine Gehölzart, die bei freiem Wuchs im ausgewachsenen Stadium weniger als acht Meter hoch wird;

5. öffentlicher Raum: die der Öffentlichkeit ohne Genehmigung zugänglichen Orte, wie die Wege, die Plätze, die öffentlichen Parks;

6. Baumgruppe: eine Gruppe von Individuen mit den folgenden Merkmalen:

a) eine gemeinsame Krone;

b) die Projektion dieser gemeinsamen Krone am Boden liegt innerhalb eines Kreises mit einem Radius von höchstens fünfzehn Metern, ausgehend vom Mittelpunkt der Gruppe;

7. Strauchgruppe: eine Gruppe von Individuen mit den folgenden Merkmalen:

a) eine gemeinsame Krone;

b) die Projektion dieser gemeinsamen Krone am Boden liegt innerhalb eines Kreises mit einem Radius von höchstens vier Metern, ausgehend vom Mittelpunkt der Gruppe.

Art. 2 - Für die Anwendung des Artikels 70 § 1 Absatz 2 des Zusammenarbeitsabkommens vom 14. November 2019 gelten als bemerkenswerte Bäume und Sträucher:

1. die Bäume und Sträucher, die aufgrund ihres landschaftlichen, historischen, dendrologischen, folkloristischen oder religiösen Interesses, ihres biologisch merkwürdigen Charakters, ihrer außergewöhnlichen Größe oder der Tatsache, dass sie einen geographischen Bezugspunkt darstellen, individuell, als Gruppe oder als Allee in nach Artikel 70 § 2 des Zusammenarbeitsabkommens vom 14. November 2019 aufgestellten Listen aufgenommen sind;

2. der Baum, der kumulativ die folgenden Bedingungen erfüllt:

a) der Stamm und die Krone sind jeweils größtenteils von einem Punkt des öffentlichen Raums aus sichtbar;

b) der Stamm hat einen Umfang von mindestens hundertfünfzig Zentimetern, gemessen in einer Höhe von hundertfünfzig Zentimetern über dem Boden.

Die Bäume, die eine Baumgruppe bilden, welche mindestens einen Baum enthält, der die oben genannten Bedingungen erfüllt, werden allesamt berücksichtigt;

3. der Strauch, der kumulativ die folgenden Bedingungen erfüllt:

- a) der Stamm und die Krone sind jeweils größtenteils von einem Punkt des öffentlichen Raums aus sichtbar;
- b) der Stamm hat einen Umfang von mindestens siebenzig Zentimetern, gemessen in einer Höhe von hundertfünfzig Zentimetern über dem Boden.

Die Sträucher, die eine Strauchgruppe bilden, welche mindestens einen Strauch enthält, der die oben genannten Bedingungen erfüllt, werden allesamt berücksichtigt.

Die Bäume, aus denen sich ein Baumbestand oder Baumreihen zusammensetzen, die zu forstwirtschaftlichen oder agrarforstwirtschaftlichen Zwecken genutzt werden, sind nicht betroffen.

4. die Obstbäume, wenn sie alle folgenden Bedingungen gleichzeitig erfüllen:

- a) sie werden als Hochstamm gezüchtet;
- b) sie gehören zu einer der Sorten, die von der Wallonischen Regierung in Anwendung der Gesetzgebung der Wallonischen Region über die Erhaltung der Natur bestimmt wurden;
- c) sie gehören zu einem Obstgarten mit mindestens fünfzehn Obstbäumen;
- d) ihr in einer Höhe von hundertfünfzig Zentimetern über dem Boden gemessener Stamm weist einen Umfang von mindestens hundert Zentimetern auf.

Art. 3 - Für die Anwendung des Artikels 70 § 1 Absatz 2 des Zusammenarbeitsabkommens vom 14. November 2019 gelten als bemerkenswerte Hecken:

1. die Hecken, die aufgrund ihres landschaftlichen, historischen, dendrologischen, folkloristischen oder religiösen Interesses, ihres biologisch merkwürdigen Charakters, ihrer außergewöhnlichen Größe oder der Tatsache, dass sie einen geographischen Bezugspunkt darstellen, in nach Artikel 70 § 2 des Zusammenarbeitsabkommens vom 14. November 2019 aufgestellten Listen aufgenommen sind;

2. die Hecken aus hauptsächlich einheimischen Arten, die seit über dreißig Jahren auf dem öffentlichen Eigentum des Wegenetzes bestehen und deren Breite zwischen den äußeren Stammfüßen drei Meter oder weniger beträgt.

Art. 4 - Das vorliegende ausführende Zusammenarbeitsabkommen tritt am Tag seiner Unterzeichnung in Kraft. Ausgefertigt in Namur, am 30. Mai 2024, in sechs Originalexemplaren in Französisch und Deutsch.

Für die Wallonische Regierung:

Der Ministerpräsident
E. DI RUPO

Die Ministerin für Umwelt, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten und Tierschutz
C. TELLIER

Für die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft:

Der Ministerpräsident,
Minister für Lokale Behörden und Finanzen
O. PAASCH

Der Vize-Ministerpräsident,
Minister für Gesundheit und Soziales, Raumordnung und Wohnungswesen
A. ANTONIADIS

Quellenverzeichnis

PARLAMENTE

Parlament der Deutschsprachigen Gemeinschaft

pdg.be

Abgeordnetenkommission

www.lachambre.be

Senat

www.senate.be

Parlament Wallonie

www.parlement-wallonie.be

Vlaams Parlement

www.vlaamsparlement.be

Parlament Fédération Wallonie-Bruxelles

www.pfwb.be

Parlament Bruxellois (PRB)

Assemblée réunie de la Commission communautaire commune (ARCCC)

<http://www.parlement.brussels>

Parlament francophone Bruxellois

www.parlementfrancophone.brussels

Raad van de Vlaamse Gemeenschapscommissie

www.raadvgc.be

REGIERUNGEN

Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft

www.ostbelgienlive.be

Föderalregierung

news.belgium.be

Belgische Nationalbank

www.nbb.be

Vlaamse Regering

beslissingenvlaamseregering.vlaanderen.be

Gouvernement de Wallonie

www.wallonie.be

Gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles

gouvernement.cfwb.be

EUROPA UND REGIONALPOLITIK

Europa

www.europarl.europa.eu/relnatparl/en/home/news
secure.ipex.eu/IPEXL-WEB
commission.europa.eu/index_de

Europäischer Ausschuss der Regionen

cor.europa.eu/de

Europarat - Kongress der Regionen und Gemeinden Europas

www.coe.int/en/web/congress/home

Großregion

www.grossregion.net
cpi-ipr.eu

EVTZ Euregio Maas-Rhein

euregio-mr.info/de

Benelux-Parlament

www.beneluxparl.eu/fr

CALRE

www.calre.net

BELGISCHES STAATSBLETT

www.ejustice.just.fgov.be